



Source : Capture d'écran (51mn 53s), Site de l'Élysée, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/07/14/defile-du-14-juillet-2022>, 14-07-2022.

1 : Bulgarie 3 : Hongrie 5 : Lituanie 7 : République tchèque 9 : Slovaquie
2 : Estonie 4 : Lettonie 6 : Pologne 8 : Roumanie

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris et Départements : Un an, 40 fr. — 6 mois, 20 fr. — 3 mois, 10 fr.
On s'abonne dans tout le territoire de poste française. — Étranger :
Les abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois
Jusqu'à nos renouvellements et estimations de dernière bordure française

ABONNEMENTS — ANNONCES | DIRECTION, RÉDACTION, À PARIS | POUR LES DÉCLARATIONS
À Paris, quai Voltaire, n° 21 | Les annonces aux lettres se font par trains | D'annonces à l'Imprimeur-Gérant

CHANGEMENT D'ADRESSE

Chaque demande de changement d'adresse doit être accompagnée d'une bande imprimée et de 50 centimes en timbres-poste pour frais de réimpression.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE. — Loi ayant pour objet l'établissement d'un jour de fête nationale annuelle.
Loi autorisant le département de l'Ain à emprunter à la caisse des chemins vicinaux une somme de 2,000,000 francs pour les chemins de grande communication et d'intérêt commun et à s'imposer extraordinairement.
Loi tendant à distraire de la commune d'Anriol (Hautes-Alpes) les communes de la Bourne, la Baudouine, les Bours et les Capucines, et à les annexer au territoire de la commune de la Bourne.
Décret concernant des matières au conseil d'Etat.
Décret concernant des juges de paix et des juges suppléants.
État des requêtes relatives à des matières et à des matières au conseil d'Etat.

PARTIE NON OFFICIELLE. — Nouvelles et correspondances étrangères.
SÉNAT. — Compte rendu in-extenso. — Ordonnance de justice. — Ordonnance de justice.
CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Compte rendu in-extenso. — Ordonnance de justice. — Ordonnance de justice.

INSÉRATIONS ET FAITS.
SCIENCES, LITTÉRATURE, BEAUX-ARTS. — LA RÉPUBLIQUE EN SUISSE. — CH. L. CHAMBERLAIN.
ARRIVÉE DES ÉMIGRÉS ET DÉPARTS. — FÉLIX LANTIER.

PARTIE OFFICIELLE

Paris, 6 juillet 1880.

Loi ayant pour objet l'établissement d'un jour de fête nationale annuelle.
Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :
Article unique. — La République adopte la

date du 14 juillet comme jour de fête nationale annuelle.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.
Fait à Paris, le 6 juillet 1880.

JULES GRÉVY.
Par le Président de la République :
Le ministre de l'intérieur et des cultes,
CONSTANS.

Loi autorisant le département de l'Ain à emprunter à la caisse des chemins vicinaux une somme de 2,000,000 francs pour les chemins de grande communication et d'intérêt commun et à s'imposer extraordinairement.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Le département de l'Ain est autorisé, conformément à la demande que le conseil général a faite, à emprunter, en vertu des chemins vicinaux, une somme de deux millions quatre cent mille francs (2,400,000 fr.), applicable aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun.

La réalisation de cet emprunt, qui sera imputé sur les 200 millions de francs dont la somme des chemins vicinaux est autorisée à disposer en exécution de l'article 2, paragraphe 1^{er}, de la loi du 10 avril 1873, ne pourra être effectuée qu'en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur et des cultes.

Art. 2. — Le département de l'Ain est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre centimes directs, un centime outre centimes (1 c. 41) pendant cinq ans à partir de 1881, deux centimes quatre-vingt-trois centimes (2 c. 93) pendant le même nombre d'années à partir de 1885, et quatre centimes cinquante centimes (4 c. 50) pendant sept ans à compter de 1891, dont le produit sera affecté au service des intérêts et à l'amortissement de l'emprunt de 2,400,000 francs.

A partir de 1875, les fonds nécessaires au service des intérêts seront prélevés sur les ressources normales du budget départemental.
La nouvelle imposition sera recouvrée indépendamment des centimes extraordinaires pour le maximum fixé, chaque année, par la loi de finances en exécution de la loi du 10 avril 1871.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.
Fait à Paris, le 6 juillet 1880.

JULES GRÉVY.
Par le Président de la République :
Le ministre de l'intérieur et des cultes,
CONSTANS.

Loi tendant à distraire de la commune d'Anriol (Hautes-Alpes) les communes de la Bourne, la Baudouine, les Bours et les Capucines, et à les annexer au territoire de la commune de la Bourne.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Le territoire levé en masse sur le plan annexé à la présente loi est distrait de la commune d'Anriol (canton de Ripperstein, arrondissement de Marcellin, département des Hautes-Alpes) et formé, à l'avenir, une commune distincte dont la chef-lieu est fixé à la Bourne.

La limite entre les deux communes d'Anriol et de la Bourne sera en conséquence la ligne indiquée sur ledit plan par un trait continu.

Art. 2. — Les dispositions qui précèdent seront lues sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.
Les autres conditions de la distraction proposée seront, s'il y a lieu, déterminées par un décret.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.
Fait à Paris, le 6 juillet 1880.

JULES GRÉVY.
Par le Président de la République :
Le ministre de l'intérieur et des cultes,
CONSTANS.

Le Président de la République française,
Vu les lois des 21 mai 1872, 30 avril 1875, et 23 mars 1876, relatives au renouvellement des sénateurs de 2^e classe au conseil d'Etat ;
Vu les arrêtés du garde des sceaux, ministre de la justice, président du conseil d'Etat, en date des 14 avril et 25 mai 1880 ; le premier,

PARTIE OFFICIELLE

Paris, 6 juillet 1880.

Loi ayant pour objet l'établissement d'un jour de fête nationale annuelle.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — La République adopte la date du 14 juillet comme jour de fête nationale annuelle.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 6 juillet 1880.

JULES GRÉVY.
Par le Président de la République :
Le ministre de l'intérieur et des cultes,
CONSTANS.

Document C :



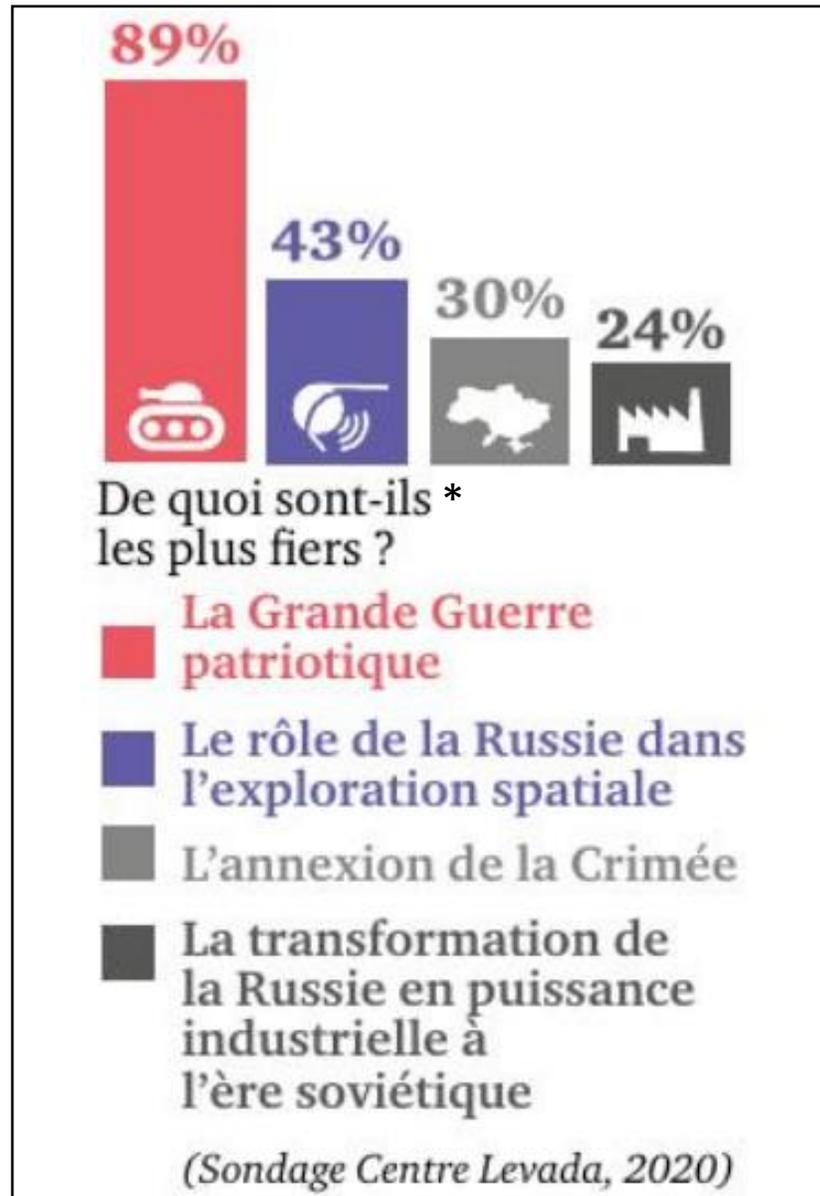
Source : Jean-François COLLIN, « Russie-OTAN : décryptage de trente ans de relations », *L'Histoire* n°495, mai 2022, p.24.

-Pierre HAROCHE : « Ce que je trouve intéressant, c'est ce symbole des États du flanc Est qui défilent en tête, parce que ce sont des États dans lesquels l'opinion a souvent douté de la solidarité avec la France ; il y avait un langage diplomatique qui n'était pas le même [...] et en plus de toutes les démonstrations de fonds c'est-à-dire la présence des forces françaises, par exemple en Roumanie, le fait de les mettre à l'honneur, c'est aussi une façon de dire "On est là ; et puis on a aussi la même vision que vous en terme de défense de l'Europe. Et je pense que c'est aussi quelque chose que le président de la République a répété dans les dernières semaines, on ne veut pas de fossé entre l'Est et l'Ouest. Et cela est très important pour la cohésion européenne" ».

-Journaliste : « Pourquoi dîtes-vous qu'ils en doutaient ? »

-Pierre HAROCHE : « Vous savez, il y a eu tous ces débats sur la main tendue ou les dialogues entre la France et la Russie, est-ce que la France a la même approche de la Russie que ces pays d'Europe de l'Est, la question de savoir s'il fallait humilier la Russie ou pas, etc. C'était un problème rhétorique, diplomatique. Mais c'était très important de montrer que, d'un point de vue militaire, ce qui compte, là, c'est la solidarité entière. »

Source : Intervention de Pierre HAROCHE, « 14 juillet : l'armée française prête pour la guerre ? », *C dans l'air*, France 5, 14-07-2022.



*ils : les Russes.

Document F :	Stalingrad	Volgograd
contexte	2°GM (1942-1943) Europe conquise par l'Allemagne	Aujourd'hui (janvier 2023) 80 ans de la victoire lors de Stalingrad « la nouvelle guerre contre la Russie » (notamment avec l'Allemagne)
lieux	-rives d'1 <u>grand</u> fleuve russe : Volga -ville : rues, immeubles	Tout le territoire russe + Ukraine
idéologies	Nazisme = le mal URSS = le bien	-« idéologie du nazisme dans sa forme moderne » : de nouveaux Bandera -« <i>nos</i> valeurs », le patriotisme ⇒ Russie forte
acteurs	Ennemi = Wehrmacht + la coalition d'Hitler = les serviteurs de l'Allemagne nazie càd les représentants de ≈ tous les pays européens : Bandera en Ukraine...	-ennemis nombreux : les « élites occidentales », en Ukraine -mais des amis : en Amérique, en Europe, « ailleurs » « nos citoyens russes et compatriotes à l'étranger »
enjeux	-existence de la Russie, fin de la « Grande Guerre patriotique », de la 2°GM en dépendaient car plans des nazis : anéantir notre pays, dominer le monde -vaincre / terrasser le nazisme, libérer le monde entier « la vérité était de notre côté »,	à nouveau des menaces pour la sécurité de « <i>notre</i> pays » → « repousser l'agression de l'Occident collectif » sont justes pour la Russie
Moyens engagés : humains (psychologiques) Militaires	-soldats et commandants russes (tranchées) et civils (arrière) ⇒ unité ⇒ peuple soviétique, « tout le pays » -esprit le + fort, résistance, courage, mort, vaillance, héroïsme, patriotisme, sacrifice, « réussir l'impossible » = caractère de <i>notre</i> peuple multinational » ⇒ féroce (végétation dévastée, plus 1 seul immeuble debout)	Propagande « inamicale » -« Chars allemands Léopard [avec] des croix » -réponse russe : 1 « combat moderne » menée par la Russie même si des chars russes ne seront pas envoyés vers les frontières de ses ennemis ; « ce ne sera pas que l'envoi de blindés » « <i>nos</i> soldats », « <i>nos</i> officiers » fidèles à l'héritage de Stalingrad
Durée	200 jours = 200 jours de confrontation ⇒ long	
Bilan	...arrêté, repoussé ⇒ vaincu ⇒ victoire ...« voulaient s'enfuir de leurs responsabilités » -Stalingrad : « ville légendaire » -Stalingrad : 1 tournant dans la 2°GM -des générations ont reconstruit le pays (sueur, sang)-reconnaissance, ⇒ « notre devoir moral », <i>notre</i> peuple inébranlable, « nous impressionne », 1 « exploit », en garder la mémoire, « pas dénigrer » le rôle de cette bataille	victoire à venir

L'histoire de la Crimée

Antiquité :
Royaume gréco-scythe
du Bosphore.

XIII^e siècle : Arrivée des Tatars,
qui créent au XV^e siècle le khanat
de Crimée (ensuite sous domination
turque).



1783 : La Russie
de Catherine II
conquiert la Crimée
sur la Turquie.

1854-1856 :
Guerre de Crimée :
les troupes franco-anglaises
alliées à la Turquie assiègent
et prennent Sébastopol.



1921 : **Lénine** fait de la Crimée
une république autonome, rattachée à la Russie
soviétique (et non à l'Ukraine, jugée peu sûre).



1944 : **Staline** déporte tous les Tatars de Crimée.
La République autonome est «rétrogradée»
en 1945 et devient un simple oblast.



1954 : La Crimée est transférée par **Khrouchtchev**
à l'Ukraine soviétique, avec de nouveau le statut
de république autonome.

1991 : Dissolution de l'URSS et **indépendance de l'Ukraine**
(avec la Crimée autonome).

1997 : La Russie obtient le **prolongement officiel**
de sa base navale à Sébastopol jusqu'en 2017.

2010 : Le président ukrainien **Ianoukovitch**
prolonge le bail russe à Sébastopol jusqu'en 2042.

2014 : Chute du président **Ianoukovitch** en février.
Début mars, **les troupes russes occupent la Crimée.**



Affiche pour le référendum
organisé par la Russie pour le
rattachement de la Crimée à la
Russie le 16 mars 2014.

Source : ©Filippo MONTEFORTE/AFP.

Rassemblement contre la
scission de l'Ukraine, place
Taras Chevtchenko, Simferopol.



Source : Éric CHAVEROU,
« L'histoire de la Crimée », *France
culture*,
[https://www.radiofrance.fr/francecultu
r/l-histoire-de-la-crimée-7977018](https://www.radiofrance.fr/franceculture/l-histoire-de-la-crimée-7977018), 04-
03-2014, mis à jour 22-01-2016.

Source : Maria TURCHENKOVA, *Le Monde*,
https://www.lemonde.fr/europe/visuel/2014/03/11/visages-de-simferopol-la-capitale-d-une-crimée-ecartelee_4380662_3214.html, 11-03-2014, mis à jour 04-07-2019.

Document H :

Statue de Lénine, Velyka
Novosilka, Est de l'Ukraine,
oblast de Donetsk, février 2015.

(Inscription sur le socle : « Gloire à
l'Ukraine, gloire aux héros ! » :
slogan des manifestations pour
l'indépendance en 1917-1921 puis en
1991).



Sources : Nicolas WERTH, « Le vrai et le faux : l'histoire
comme arme », *L'Histoire*, n°504, février 2023, p.29 ;
François-Xavier NÉRARD, « Adieu Lénine. Ukraine 1991 »,
L'Histoire n°485-486, juillet-août 2021, p.99.

Document I :

ATOMS & VOID ET DULAC DISTRIBUTION PRESENT

« SEULE LA MÉMOIRE ET LA RECHERCHE DE LA VÉRITÉ
PEUVENT NOUS PROTÉGER DE NOS ERREURS PASSÉES » SERGEI LOZNITSA

FESTIVAL DE CANNES
SÉLECTION OFFICIELLE
PRIX SPÉCIAL DU JURY DE L'ŒIL D'OR

BABI YAR. CONTEXTE

UN FILM DE SERGEI LOZNITSA



BABYN YAR
Holocaust Memorial Center

UNE PRODUCTION ATOMS & VOID POUR BABYN YAR HOLOCAUST MEMORIAL CENTER SON VLADIMIR GOLOVNITSKI MONTAGE SERGEI LOZNITSA
TOMASZ WOLSKI DANIELIUS KOKANAUSKIS RESTAURATION IMAGES JONAS ZAGORSKAS PRODUCTEURS ASSOCIÉS ILYA KHRZHANOVSKIY MAX YAKOVER
PRODUCTEURS SERGEI LOZNITSA MARIA CHOUSTOVA RÉALISÉ PAR SERGEI LOZNITSA UN FILM DULAC DISTRIBUTION

ATOMS & VOID AVANPOST DUBROVNIK FILMS BBPostHouse WNL DULAC DISTRIBUTION

franco culture

Document J :
L'ONG russe Memorial.



Oleg ORLOV.



1/ La Rous' (ou Rus) de Kiev ou grande principauté de Kiev
VIII°/IX° - XII°/XIII° siècles.



1 : Grande-Principauté de Moscovie ou Russie de Moscou 1283

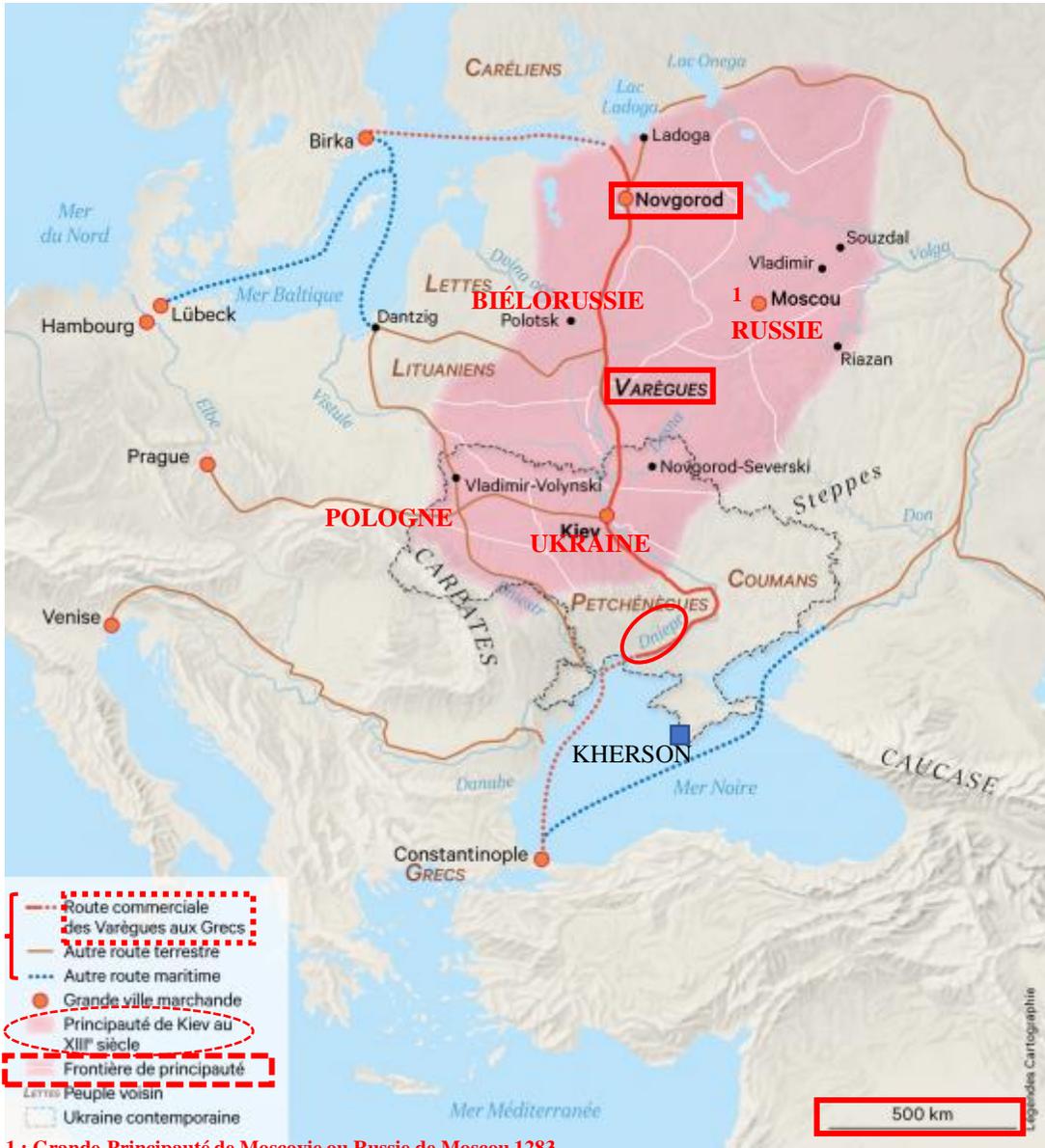
Source : *L'Atlas historique mondial*, L'Histoire-Les Arènes, 2019, p.148.

1/ La Rous' (ou Rus) de Kiev IX° - XIII° siècles. **Carte simplifiée.**



Source : Andreas KAPPELER, « Le mythe cosaque », *Manière de voir*, *Le Monde diplomatique*, n°188, avril-mai 2023, p.17.

1/ La Rous' (ou Rus) de Kiev ou principauté kiévienne VIII°/IX° - XII°/XIII° siècles.



1 : Grande-Principauté de Moscovie ou Russie de Moscou 1283

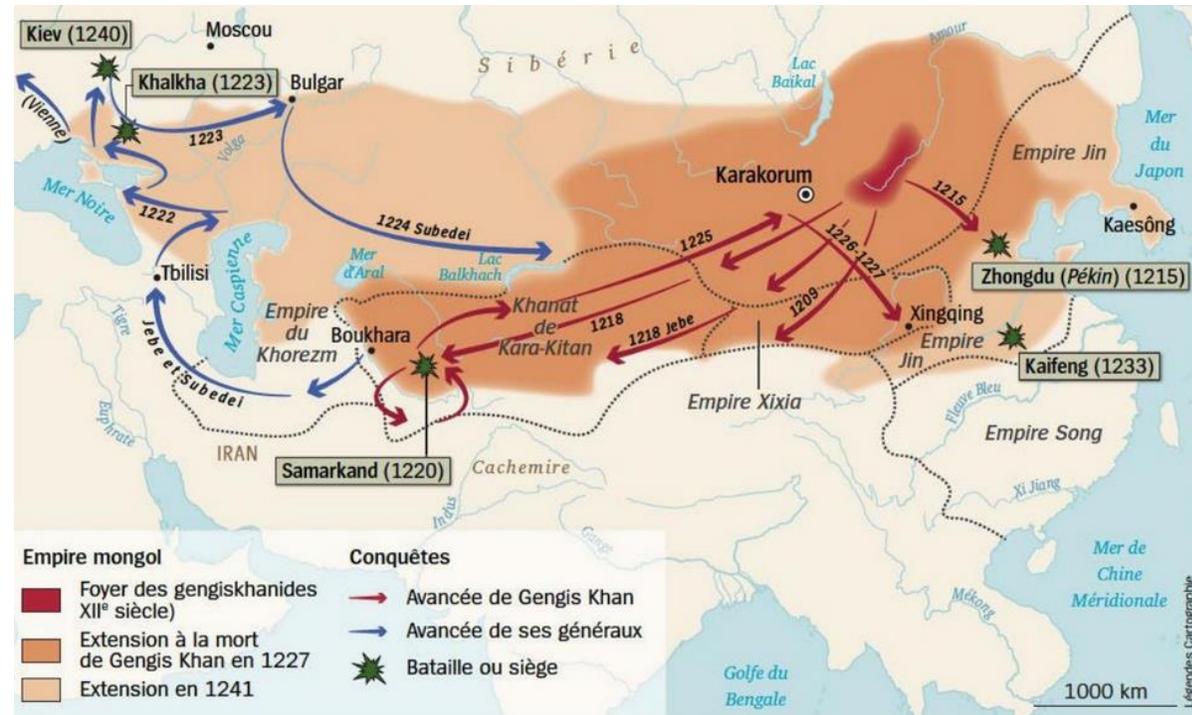
Source : *L'Atlas historique mondial*, L'Histoire-Les Arènes, 2019, p.148.

2/ La Rous' (ou Rus) de Kiev partagée entre différent(e)s empires / influences XIII° - XV°/XVI° siècles.



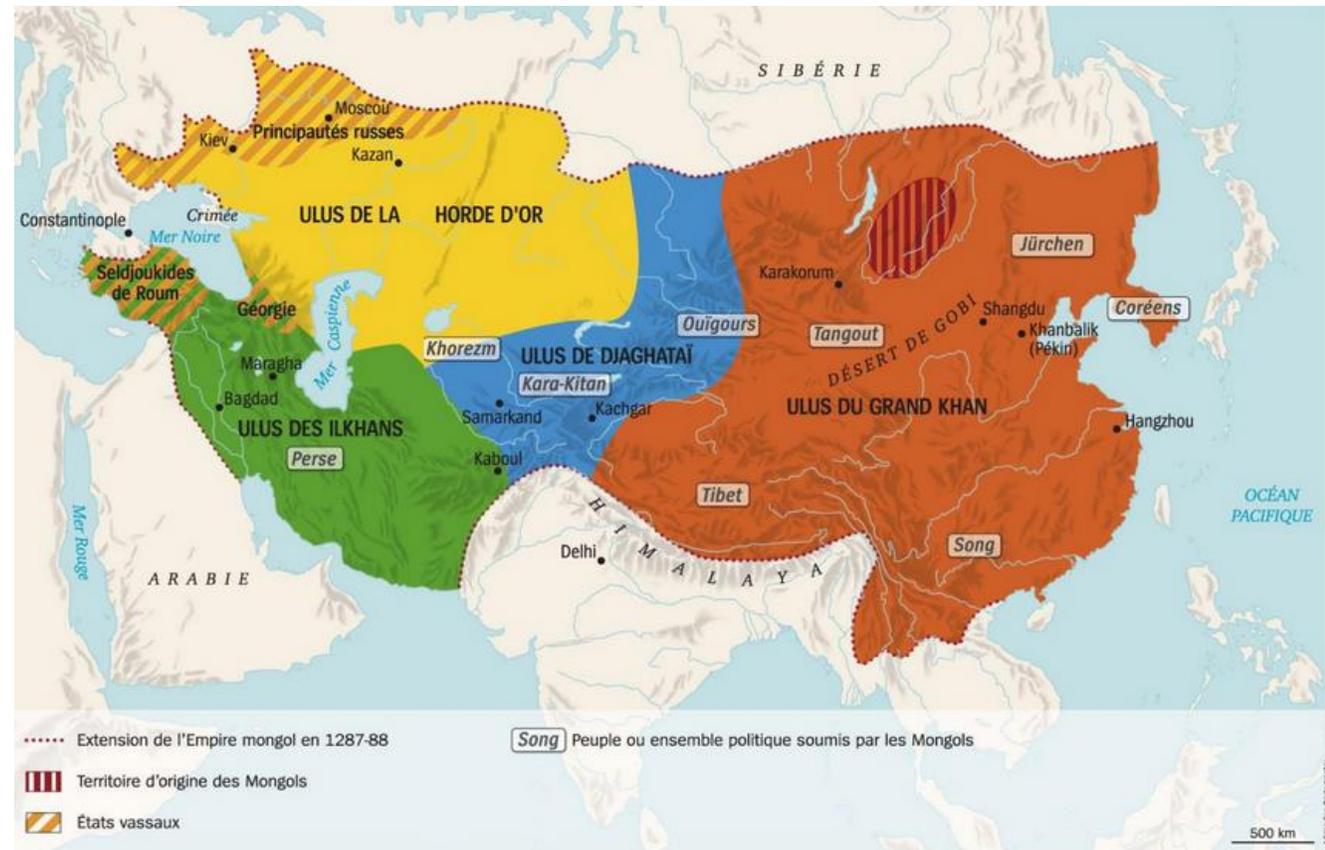
Source : *L'Atlas historique mondial*, L'Histoire-Les Arènes, 2019, p.149.

3a/ Les conquêtes gengiskhanides.



Source : Igor de RACHEWILTZ, « Gengis Khan, portrait intime d'un conquérant », *L'Histoire* n°392, octobre 2013, p.47.

3b/ L'empire mongol fin XIII^e siècle.



Source : « Le plus grand empire du monde », *L'Histoire* n°392, octobre 2013, p.65.

5a/ « Le moment cosaque » (A.GOUJON) et l'Ukraine-Sloboda (XVI^e - XVII^e siècle]



Source : Andreas KAPPELER, « Le mythe cosaque », *Manière de voir, Le Monde diplomatique*, n°188, avril-mai 2023, p.17.

5b La grande expansion, 1650-1800

Vers l'Ouest



Source : Marie-Karine SCHAUB, « Une immense mosaïque eurasiatique », *L'Histoire* n°485-486, juillet-août 2021, p.22.

Billet de banque de 5 hryvnias : Bogdan Khmelnytski.



Billet de banque de 10 hryvnias : Ivan Mazepa.



L'UKRAINE : LA PERCEPTION DE VLADIMIR POUTINE

**"Quand je dis "chez nous",
ça signifie la Russie et
l'Ukraine."
27/07/2017**

**"Les Ukrainiens et les Russes
sont des peuples frères et même
plus que ça."
29/04/2019**

**"Nous formons un tout."
30/06/2021**

**"C'est une partie
intégrante de notre
histoire, de notre
culture, notre sphère
spirituelle."
21/02/2022**

2017

2018

2019

2020

2021

2022

2023

**La Russie
attaque l'Ukraine
24/02/2022**

Document L :
L'Ukraine 1921-2021.



Source : Nicolas WERTH, « Le vrai et le faux : l'histoire comme arme », *L'Histoire* n°504, février 2023, p.31.

Document Ma :
Kaliningrad, une
exclave russe.



Source : Frank TÉTART, « Une enclave militaire russe dans l'OTAN, Kaliningrad », Diploweb, <https://www.diploweb.com/Une-enclave-militaire-russe-dans-l-OTAN-Kaliningrad.html>, 27-03-2022.

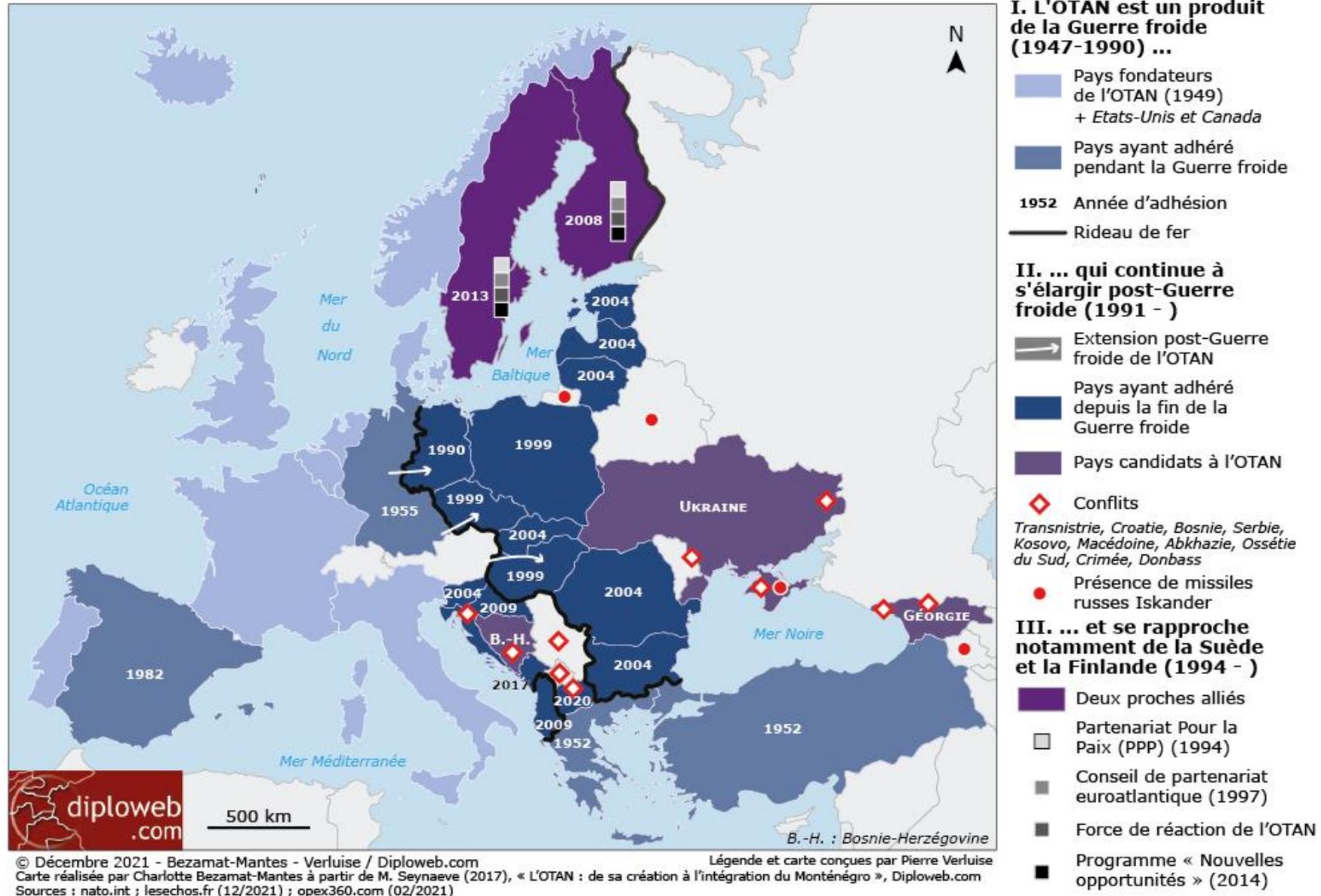
Document Mb :
Le corridor de Suwalki.



Source : Tiffany FILLON, « Le corridor de Suwalki, un enjeu stratégique pour les pays Baltes et l'Otan », *France 24*, <https://www.france24.com/fr/europe/20220518-le-corridor-de-suwalki-un-enjeu-strat%C3%A9gique-pour-les-pays-baltes-et-l-otan>, 18-05-2022. © Studio graphique France Médias Monde.

Document N :
Kaliningrad, une
exclave russe.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à 30 États membres



Le temps des dictateurs



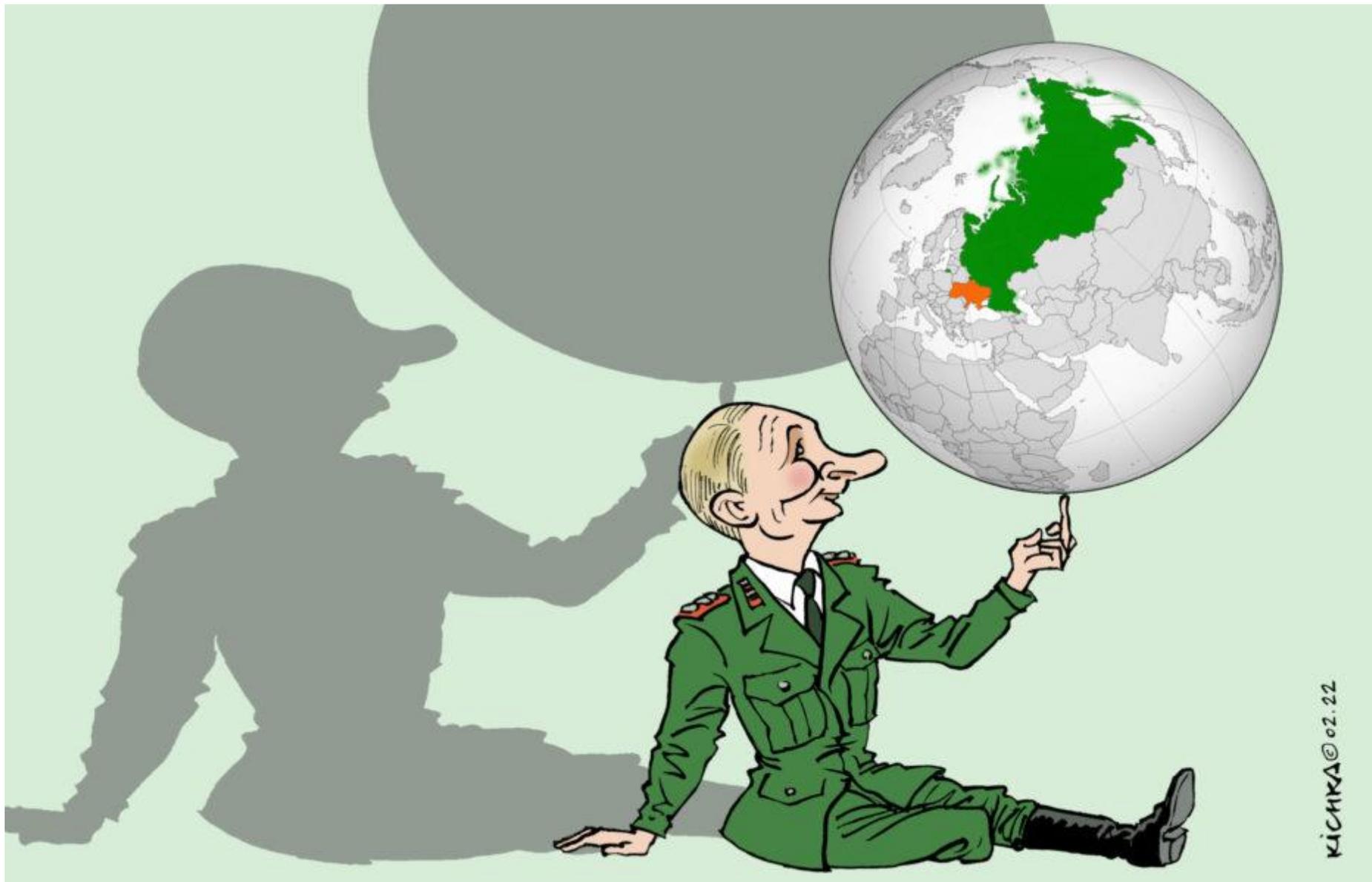


Source : AMORIM [Brésil], « De la "crise ukrainienne" à la guerre en Ukraine », Cartooning for Peace, <https://www.cartooningforpeace.org/editos/de-la-crise-ukrainienne-a-la-guerre-en-ukraine/>, février 2022.



Source : HENG [Singapour], « De la "crise ukrainienne" à la guerre en Ukraine », Cartooning for Peace, <https://www.cartooningforpeace.org/edits/de-la-crise-ukrainienne-a-la-guerre-en-ukraine/>, Lianhe Zaobao, février 2022.

"Arrête de me menacer !"



Source : KICHKA [Israël], « De la "crise ukrainienne" à la guerre en Ukraine », Cartooning for Peace, <https://www.cartooningforpeace.org/editos/de-la-crise-ukrainienne-a-la-guerre-en-ukraine/>, février 2022.



Source : CHAPPATTE, « La prise de l'Ukraine », *Le Temps*, ©Chappatte, 26-02-2022.



Source : CHAUNU, « Le soutien de la France au peuple ukrainien », *Sud-Ouest*, <https://www.ouest-france.fr/medias/ouest-france/chaunu/le-dessin-de-chaunu-le-soutien-de-la-france-au-peuple-ukrainien-ba0cc520-9656-11ec-8a8c-4c622ba3ed85>, 26-02-2022.



Source : CHAPPATTE, « La prise de l'Ukraine », *NZZ am Sonntag*, Zurich, ©Chappatte, 27-02-2022.



Source : KAK, « Ukraine : l'Occident durcit les sanctions », De qui se moque-t-on ?, *L'Opinion*, 28-02-2022.



Source : Mana NEYESTANI [Iran], « De la "crise ukrainienne" à la guerre en Ukraine », Cartooning for Peace, <https://www.cartooningforpeace.org/editos/de-la-crise-ukrainienne-a-la-guerre-en-ukraine/>, février 2022.



Source : CHAPPATTE, « Un monde fracturé », *Le Temps*, ©Chappatte, 01-03-2022.



Source : PLANTU, <https://twitter.com/plantu/status/1498573719773532162>, Plantu officiel, @plantu, 01-03-2022.



Source : CHAPPATTE, « Poutine dans le texte », *Le Monde*, ©Chappatte, 02-03-2022.



Source : PLANTU, <https://twitter.com/plantu/status/1499322217078865923/photo/1>, Plantu officiel, @plantu 03-03-2022.



Source : PLANTU, « Impunité-Impoutinité », <https://twitter.com/plantu/status/1500059322411274244/photo/1>, Plantu officiel, @plantu, 05-03-2022.



Source : PLANTU, <https://twitter.com/plantu/status/1500413578611933190/photo/1>, Plantu officiel, @plantu, 06-03-2022.



Source : PLANTU, <https://twitter.com/plantu/status/1500818018384990210/photo/1>, Plantu officiel, @plantu, 07-03-2022.



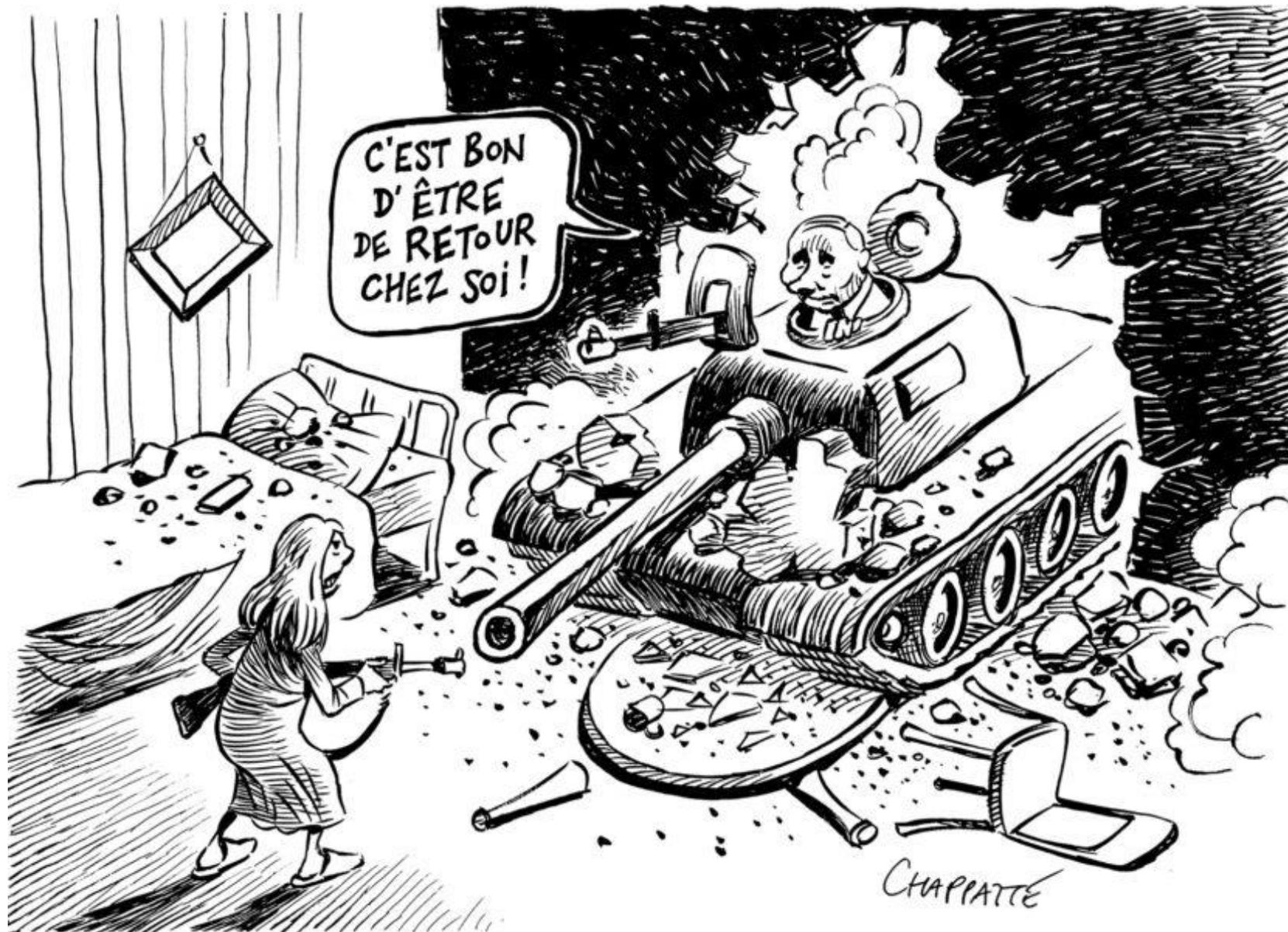
Source : PLANTU, « Russia great again », <https://twitter.com/plantu/status/1500852029593427975/photo/1>, Plantu officiel, @plantu, 07-03-2022.



Source : CHAPPATTE, « Parler de la guerre », *Le Temps*, ©Chappatte, 08-03-2022.



Source : BÉNÉDICTE [dessinatrice suisse], « La guerre de l'information », Cartooning for Peace, 10-03-2022.



Source : CHAPPATTE, « Grande Russie », *Le Canard enchaîné*, ©Chappatte, 11-03-2022.



Source : CHAPPATTE, « Guerre de la désinformation », *Le Temps*, ©Chappatte, 12-03-2022.



L'ORGUE DE POULTINE



Source : DILEM [dessinateur algérien], « L'orgue de Staline », <https://www.cartooningforpeace.org/>.

UN OBJET INCONNU S'ÉCRASE SUR LA LUNE



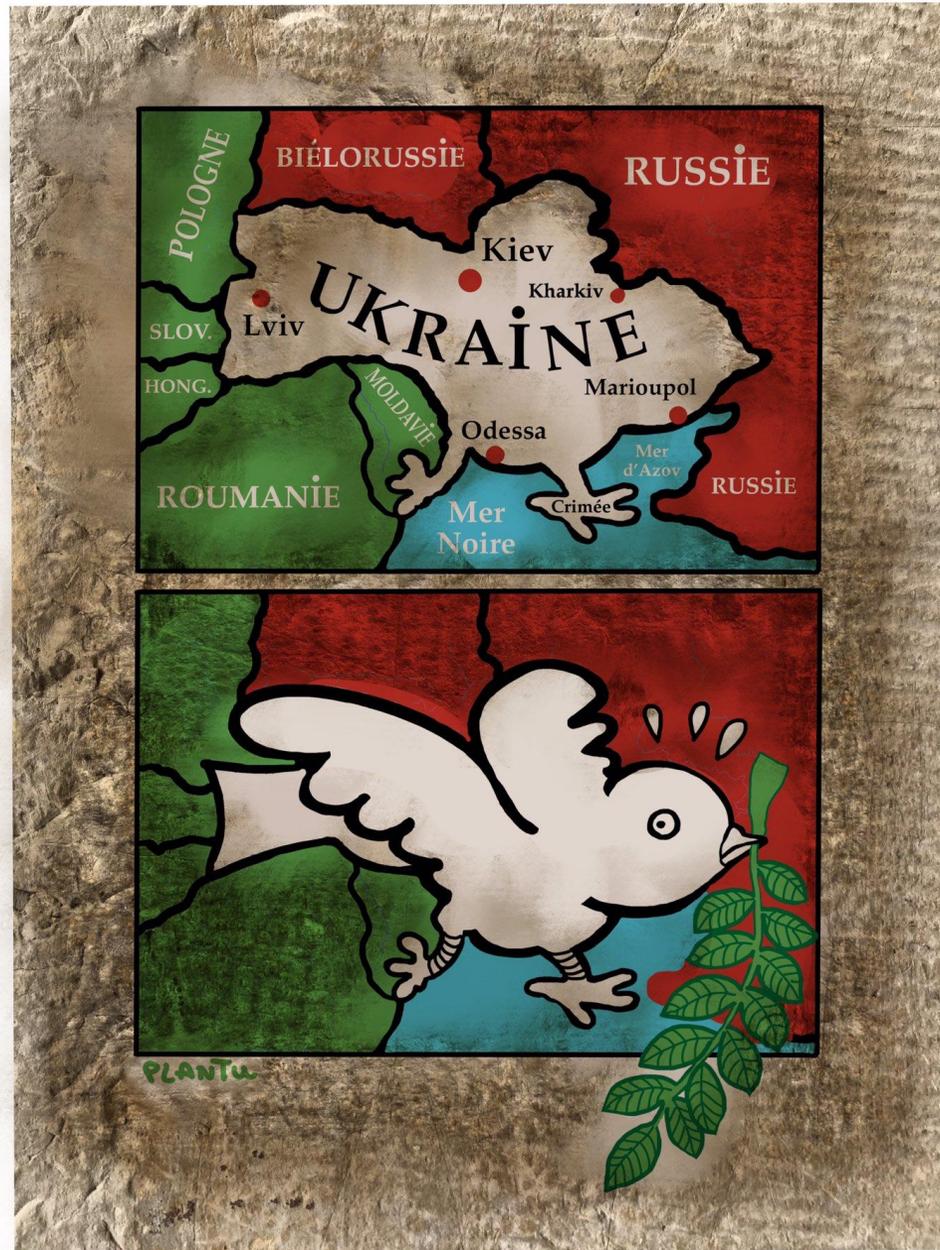
Source : URBS [dessinateur français], « Un objet inconnu s'écrase sur la Lune », <https://www.cartooningforpeace.org/>.



Source : Monsieur KAK, « Céréales : comment Poutine organise la pénurie »,
L'Opinion, <https://www.lopinion.fr/de-qui-se-moque-t-on/dessin-cereales-comment-poutine-organise-la-penurie-mais-grenade-ukraine>, 15-06-2022.



Source : SWEN [dessinateur suisse], Aargauer Zeitung [quotidien suisse de langue allemande], <https://www.cartooningforpeace.org/>.

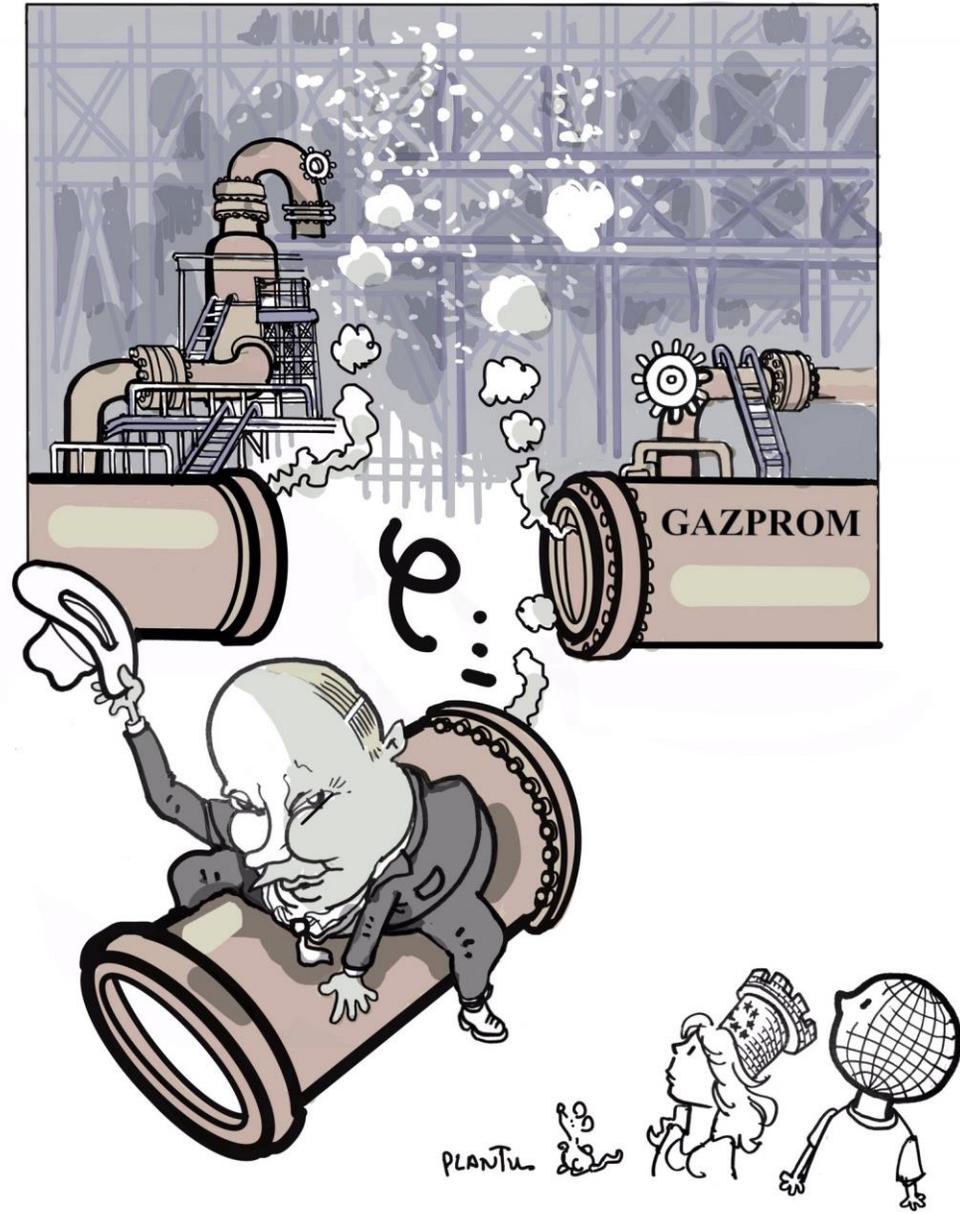


Source : PLANTU, <https://twitter.com/plantu/status/1611248361960521730/photo/1>, Plantu officiel @plantu, 15-07-2022, 06-01-2023.

PLANTU, <https://twitter.com/i/status/1556741991697944589>, Plantu officiel, @plantu, 08-08-2022.
Animation.



Source : PLANTU, <https://twitter.com/plantu/status/1560977864857714689/photo/1>, Plantu officiel, @plantu, 20-08-2022.



Source : PLANTU, <https://twitter.com/plantu/status/1567572604147437570/photo/1>, Plantu officiel, @plantu, 07-09-2022.



Source : Osama HAJJAJ [dessinateur jordanien], <https://www.cartooningforpeace.org/>.



Source : PLANTU, « Ukraine : il y a un an », <https://twitter.com/plantu/status/1560977864857714689/photo/1>, Plantu officiel, @plantu, 24-02-2023.



« Mais ce qui nous a intéressés ici, c'est de nous concentrer sur la partie sud du fleuve, là où il forme une ligne de front. La rive droite est colorée de rouge pour signifier la présence de la Russie et la rive gauche est en jaune l'Ukraine. Entre les deux, une ligne bleue qui s'élargit par endroit, c'est le Dniepr. » (Delphine PAPIN).



Document Q :



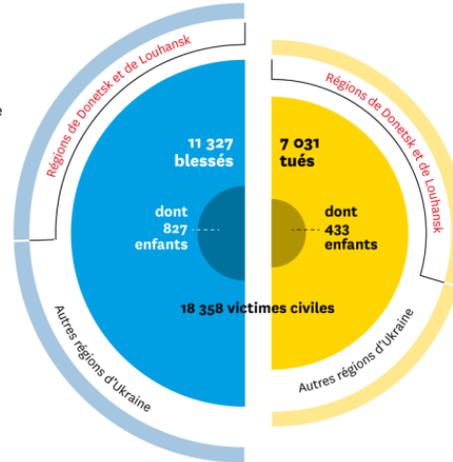
Source: Site de l'UNESCO, <https://www.unesco.org/fr/articles/ukraine-azoulay-et-v-zelensky-ensemble-pour-reconstruire-le-secteur-culturel?hub=66>, avril 2023.

Le Donbass concentre plus de la moitié des victimes civiles

Victimes civiles

Du 24 février 2022 au 15 janvier 2023, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a enregistré 18 358 victimes civiles dans le pays. Il estime néanmoins que les chiffres réels sont considérablement plus élevés*.

La plupart des victimes civiles enregistrées ont été causées par des tirs d'artillerie lourde, des lance-roquettes multiples, des missiles et des frappes aériennes.



* La réception des informations en provenance de certains endroits où des hostilités intenses se sont déroulées a été retardée et de nombreux rapports sont encore en attente de corroboration.

Victimes militaires

Depuis le 24 février 2022, il y aurait eu (estimations) :



Plus de 100 000 blessés ou tués

(Source : chef d'état-major des armées norvégiennes, 22 janvier 2023)



De 175 000 à 200 000 blessés ou tués (de 40 000 à 60 000 morts)

(Source : ministère de la Défense britannique, 17 février 2023)



Dans ces chiffres sont inclus les membres du groupe Wagner

30 000 blessés ou tués (9 000 morts)

(Source : Maison-Blanche, 19 février 2023)

Sur les routes de l'exil

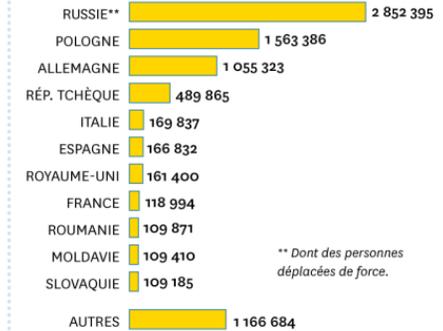
Personnes déplacées à l'intérieur du pays (23 janvier 2023)

5 352 000

Réfugiés venant d'Ukraine enregistrés en Europe (14 février 2023)

8 073 182

Répartition par pays



** Dont des personnes déplacées de force.

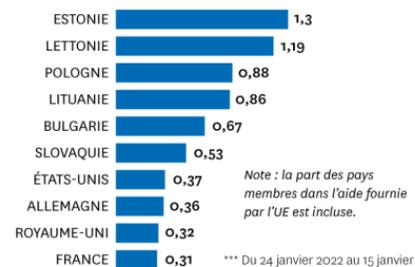
Source : « Infographie. Les chiffres de la guerre en Ukraine », *Courrier international*, <https://www.courrierinternational.com/grand-format/infographie-les-chiffres-de-la-guerre-en-ukraine>, 24-02-2023.

Aides : en volume, les États-Unis sont loin devant, mais l'effort le plus important est celui fourni par les pays Baltes

Aide publique, en milliards d'euros***



Aide publique d'une sélection de pays, en % du PIB***



Note : la part des pays membres dans l'aide fournie par l'UE est incluse.

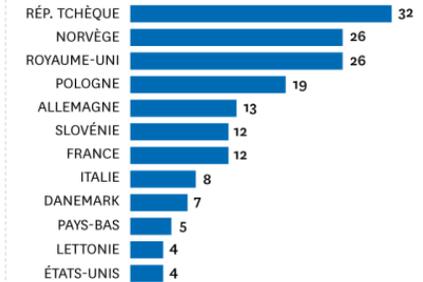
*** Du 24 janvier 2022 au 15 janvier 2023.

Nombre d'armes livrées, par catégories

(du 24 janvier 2022 au 20 novembre 2022)



Armes lourdes promises à l'Ukraine par une sélection de pays, en % du stock propre du pays***



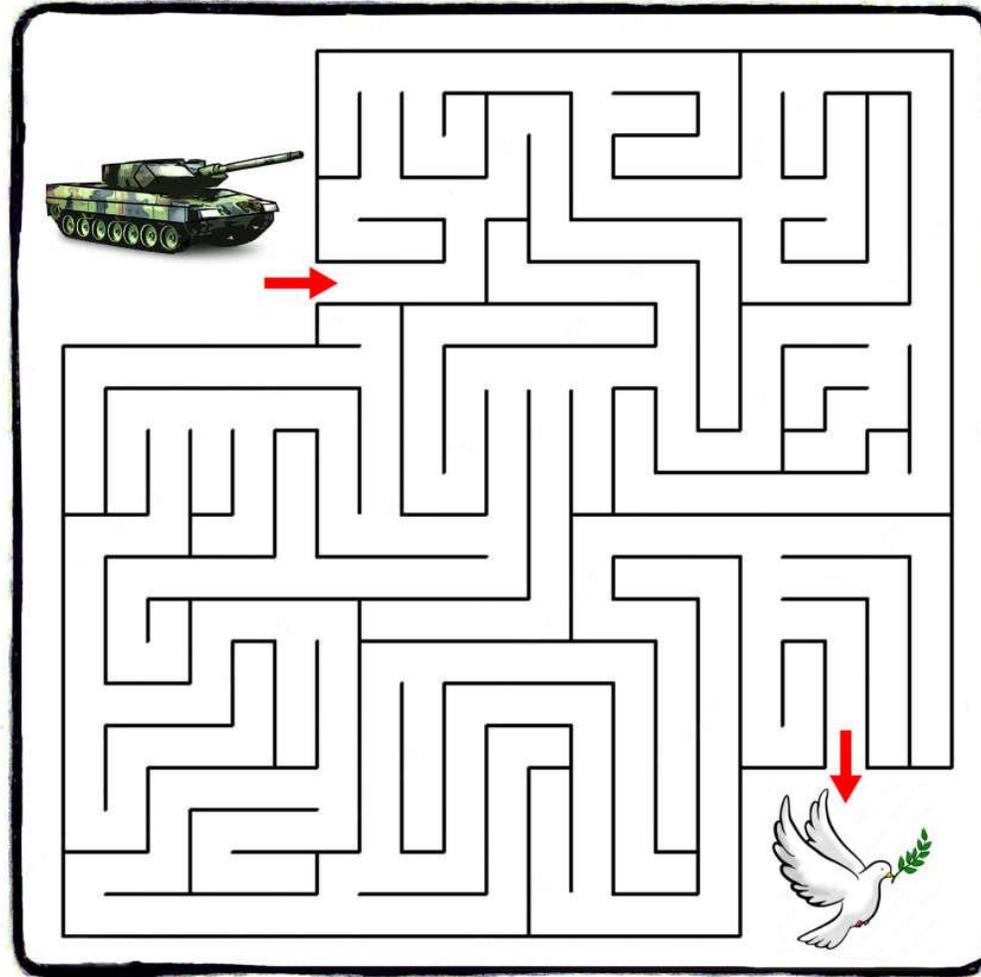
Autres livraisons d'armes annoncées (25 janvier 2023)

- ÉTATS-UNIS : 31 chars M1 Abrams
- ALLEMAGNE : 14 chars Leopard 2 A6

L'Allemagne autorise par ailleurs ses partenaires européens à envoyer davantage de chars Leopard à partir de leurs propres stocks.

- ITALIE et FRANCE en coopération : systèmes de défense aérienne Samp-T

- FINLANDE et SUÈDE : envoi conjoint d'un lot d'armes lourdes d'une valeur de plus de 400 millions de dollars.



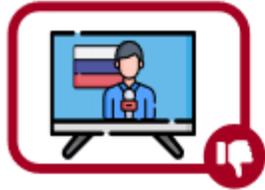
Source : Ruben OPPENHEIMER, Pays-Bas, Courrier international, <https://www.courrierinternational.com/article/vu-des-etats-unis-la-guerre-en-ukraine-s-apprete-a-devenir-encore-plus-brutale>.



L'ADHÉSION À L'INTERDICTION DE DIFFUSION DES MÉDIAS RUSSES

Question : En raison de l'intervention militaire russe en Ukraine, les autorités de l'Union européenne ont annoncé l'interdiction de diffusion de médias russes – comme Sputnik et les chaînes de RT (ex-Russia Today) – au nom du fait qu'ils serviraient aux "actions de propagande" et "de désinformation" de la Russie. Personnellement, est-ce que vous... ?

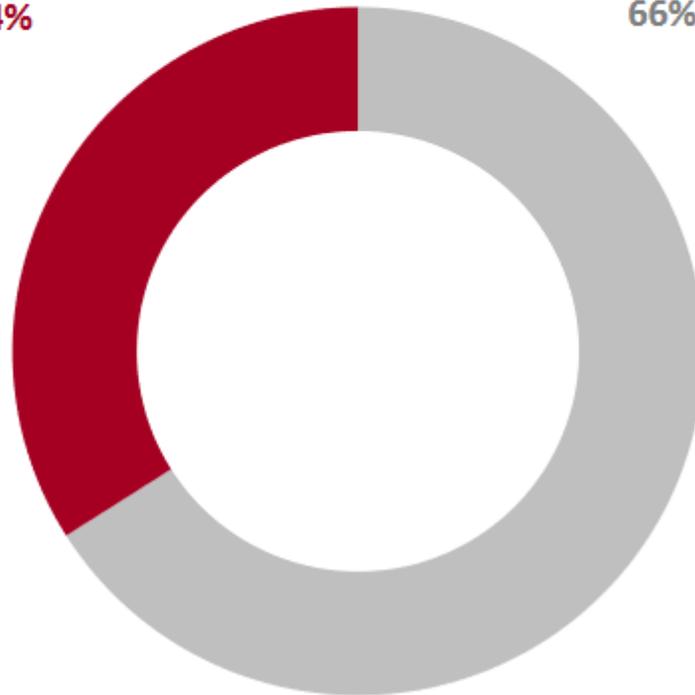
Base : à tous



...désapprouvez cette interdiction de diffusion des médias russes en France.
34%



...approuvez cette interdiction de diffusion des médias russes en France.
66%



Document Ta :

Source : « Étude Ifop pour la Fondation Reboot réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 4 au 8 mars 2022 auprès de 2 007 personnes représentatif de la population âgées de 18 ans et plus résidant en France métropolitaine, https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2022/03/Rapport>Ifop_REBOOT_VOL_1_2_022.03.24.pdf, p.5.



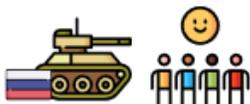
LA NOTORIÉTÉ ET L'ADHÉSION AUX THÈSES RUSSES SUR LES ORIGINES DE LA CRISE UKRAINIENNE

Document Tb :

Question : Pour chacun des énoncés suivants sur la crise entre l'Ukraine et la Russie, pouvez-vous indiquer si vous en avez entendu parler avant de répondre à ce sondage. Et selon vous, chacune des affirmations suivantes est-elle vraie ou fausse ?



Les États-Unis et les pays de l'Union européenne ont encouragé l'Ukraine à demander son intégration au sein de l'OTAN afin qu'elle bénéficie de leur protection face à la Russie



L'intervention militaire russe en Ukraine est soutenue par des Ukrainiens russophones qui souhaitent se libérer des persécutions qu'ils subissent de la part des autorités ukrainiennes



Dans certaines régions d'Ukraine, les habitants russophones sont l'objet depuis des années de discriminations et d'agressions de la part des autorités ukrainiennes



L'intervention militaire russe en Ukraine est justifiée au regard des risques que l'intégration de ce pays dans l'OTAN ferait encourir à la Russie



L'Ukraine est gouvernée actuellement par une junte infiltrée par des mouvements néonazis

Taux d'adhésion à ces théories

Vrai FAUX Vous ne savez pas



52% des Français croient qu'au moins une de ces thèses russes est vraie

Source : « Étude Ifop pour la Fondation Reboot réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 4 au 8 mars 2022 auprès de 2 007 personnes représentatif de la population âgées de 18 ans et plus résidant en France métropolitaine, https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2022/03/Rapport_ifop_REBOOT_VOL_1_2022.03.24.pdf, p.7.



GUERRE EN UKRAINE : LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN TEMPS DE GUERRE

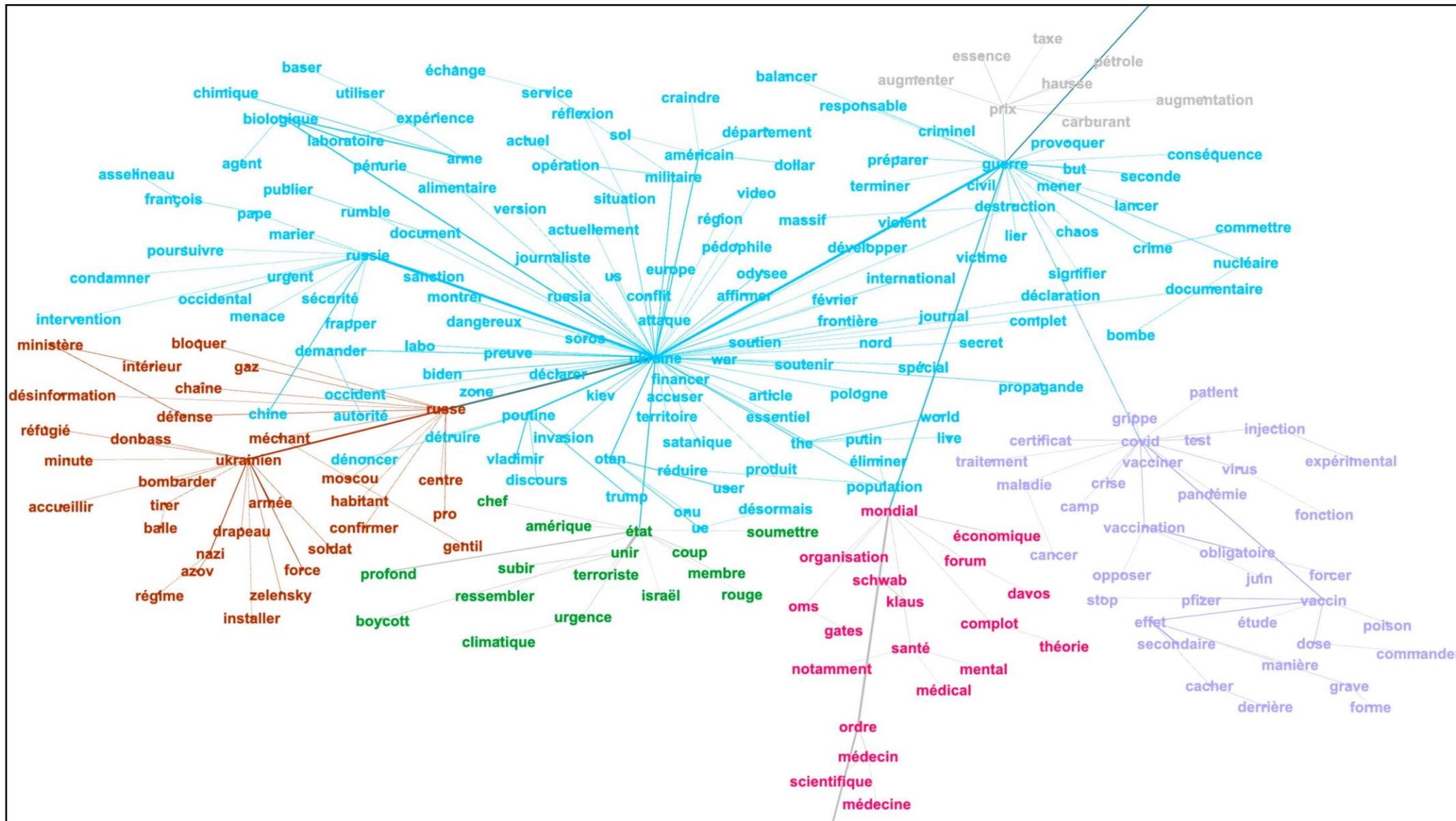
PIERRE HASKI
VLADIMIR KAZANEVSKY
JEREMIE PELTIER
ELENA VOLOCHINE

Vladimir KAZANEVSKY, dessinateur de presse ukrainien.

Document V : Ville d'Irpin,
16-06-juin 2022, 113e jour de
la guerre en Ukraine, © Sergei
Chuzavkov / AFP.



Source : Maud MOUSSY, « L'info sur
tous les fronts », Thème 2023, Dossier
pédagogique, Semaine de la presse,
27mars-1^{er} avril 2023, *CLEMI*,
https://www.clemi.fr/fileadmin/user_upload/SPME2023/SPME2023.pdf, p.5.

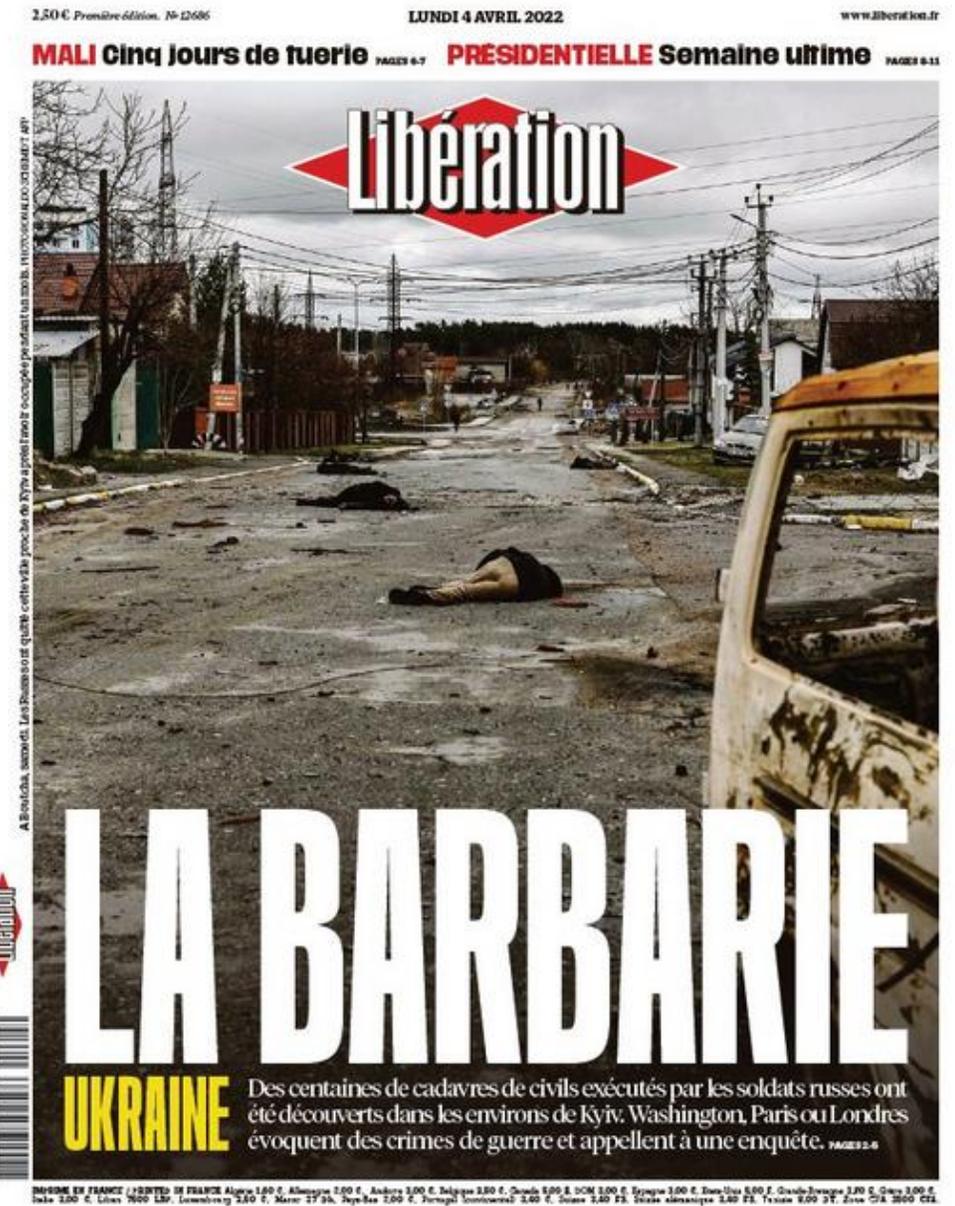


Document X :

Emilio MORENATTI, Une de *Paris Match*, n°3799, Odessa, 24-02-2022. ©DR.



Ronaldo SCHEMIDT, Une de *Libération*, Boutcha, 04-04-2022.





Captain Ukraine, itinéraire d'un mème

Du flop d'un anonyme sur Twitter à la naissance d'un mème emblématique d'une guerre d'images sur les réseaux sociaux. Carnet de route d'un photomontage mondialement repris et détourné.

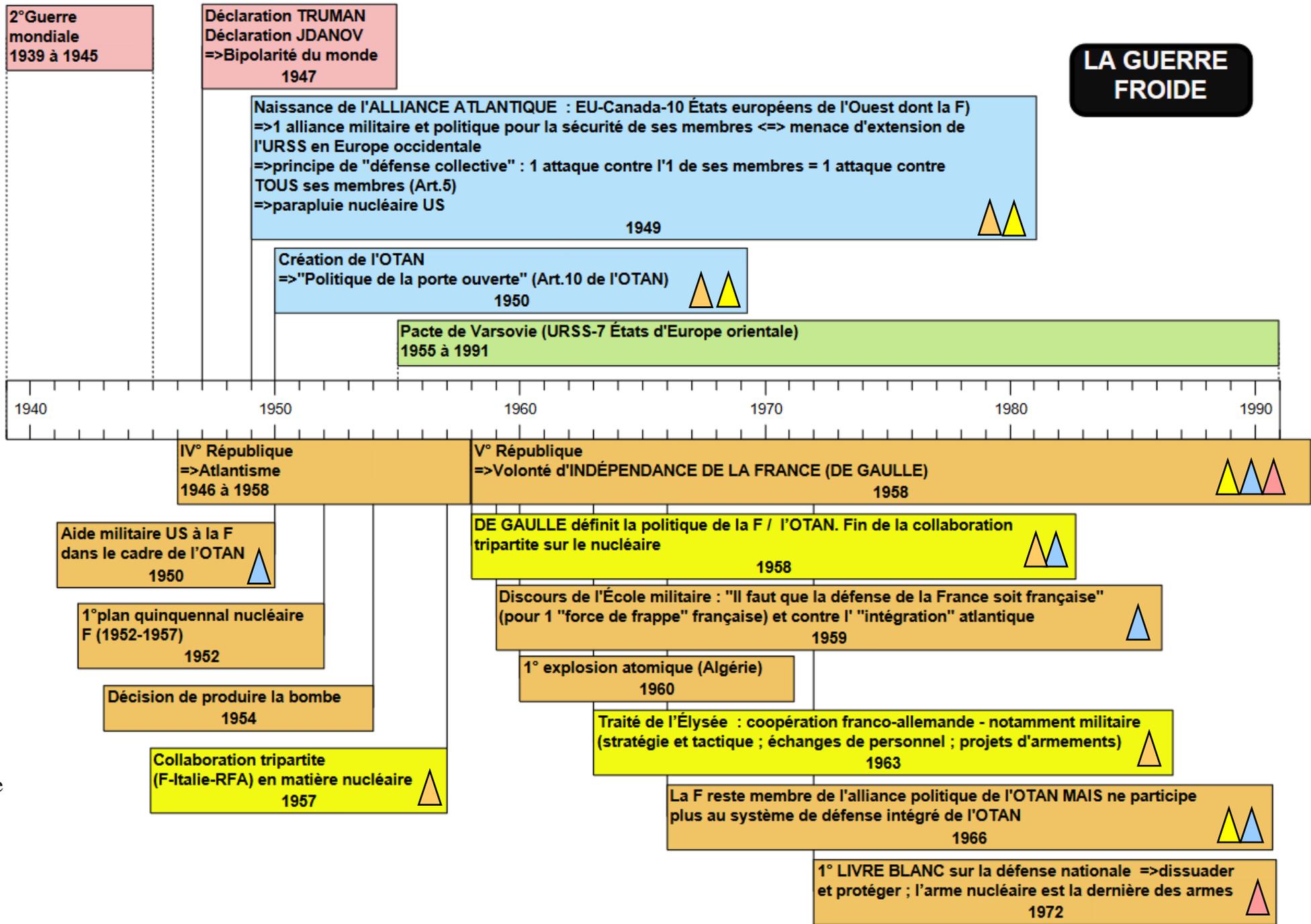
par *Marine Slavitch*

Publié le 07 avril 2022

Source : Marine SLAVITCH, « Captain Ukraine, itinéraire d'un mème », Revue des médias, *INA*, <https://larevuedesmedias.ina.fr/captain-ukraine-memes-twitter-instagram-guerre-images> , 07-04-2022.



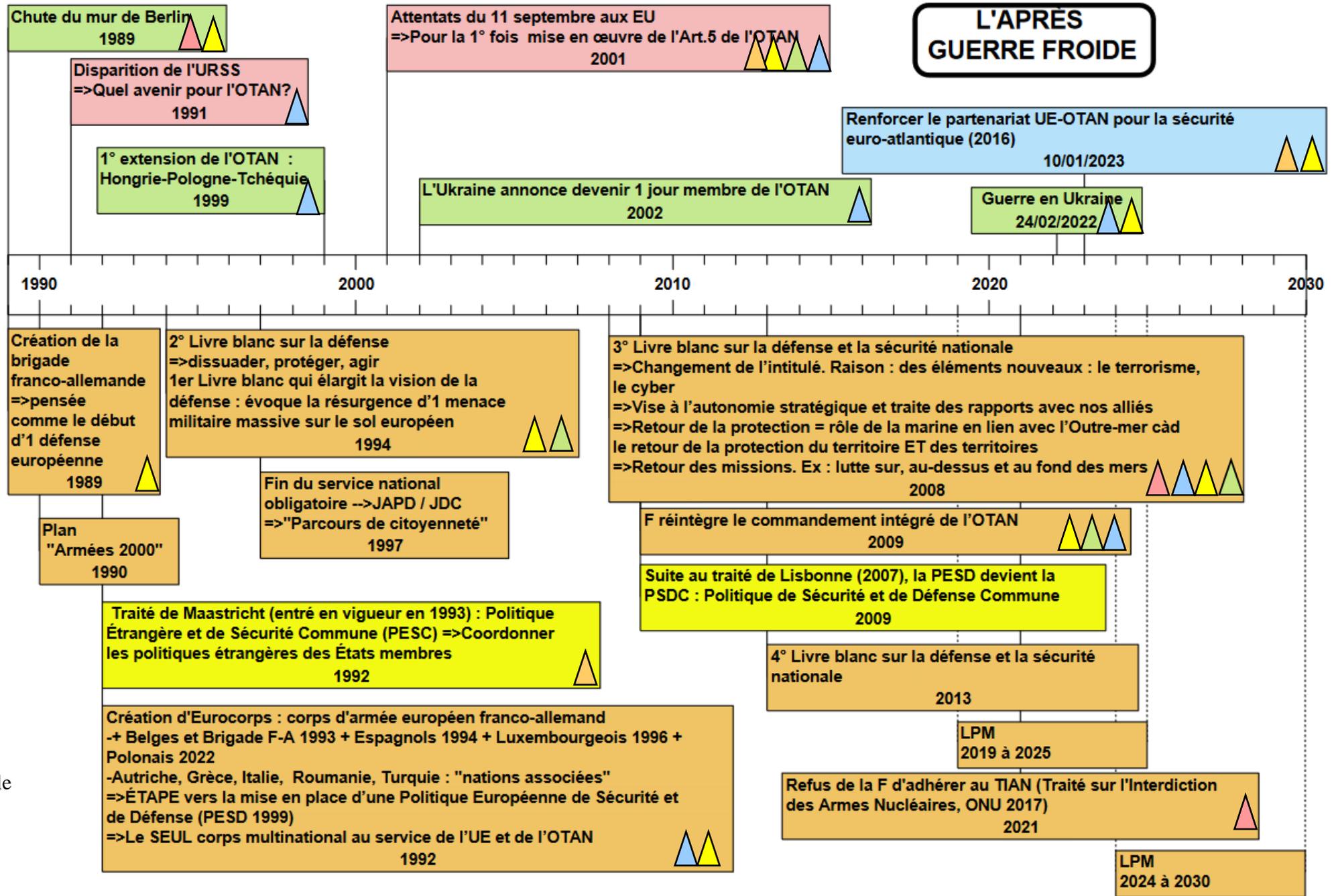
LA GUERRE FROIDE



Légende : échelles :

- mondiale
- transatlantique
- régionale : Europe occidentale
- régionale : Europe orientale
- nationale : France

L'APRÈS GUERRE FROIDE



Légende : échelles :

-  mondiale
-  transatlantique
-  régionale : Europe occidentale
-  régionale : Europe orientale
-  nationale : France

La loi de programmation militaire 2024-2030 en chiffres



413

milliards d'euros
de budget sur six ans



5

le futur porte-avions français
coûtera 5 milliards d'euros



+ 60 %

les efforts en matière
de renseignements militaires
vont augmenter de 60 %



5

milliards d'euros vont
être investis dans les drones



49

milliards d'euros vont
être consacrés à l'entretien
du matériel militaire



30

l'inflation coûtera 30 milliards
d'euros sur les 413 milliards
d'euros de budget

Source : Ministère de la Défense

L'EXPRESS



DERNIÈRES INFOS - TAÏWAN

Macron : être "allié" des Etats-Unis ne signifie pas être "vassal"

AFP / le 12 avril 2023 à 20h38

Source : *L'Orient-Le Jour*, <https://www.lorientlejour.com/article/1334580/macron-etre-allie-des-etats-unis-ne-signifie-pas-etre-vassal.html>, 12-04-2023.

Pierre Haroche L'avenir de la défense européenne passe par le couple franco-polonais

Face au bouleversement causé par la guerre en Ukraine, la France doit dépasser ses préjugés à l'égard de la Pologne, estime le chercheur. La sécurité du continent peut s'appuyer sur ce pays qui est en train de constituer la plus grande armée de terre d'Europe

Les guerres sont des moments de vérité. La Russie s'est révélée ne pas être la grande puissance que beaucoup voyaient en elle. L'Ukraine a révélé sa force et son courage.

Mais la guerre rebat aussi les cartes au sein de l'Union européenne (UE). D'un côté, le couple franco-allemand n'a pas su – ou pas voulu – prendre la tête du mouvement européen de livraison d'armes à Kiev et a parfois envoyé un message peu lisible, tiraillé entre la défense de l'Ukraine et la main tendue à la Russie. D'un autre côté, s'il y a bien un moteur européen dans cette guerre, il vient clairement de l'Est.

La Pologne est ainsi le premier pays de l'UE en matière de soutien militaire à l'Ukraine. Quant à la première ministre estonienne, Kaja Kallas, elle démontre régulièrement son leadership politique, comme lorsque, au Conseil européen du 9 février, elle lance l'idée d'un mécanisme d'achat conjoint de munitions, idée sur laquelle planchent désormais toutes les institutions bruxelloises.

La France semble cependant ne pas avoir encore pris pleinement la mesure de cette nouvelle géopolitique. Les initiatives bilatérales récentes du gouvernement français témoignent encore d'une préférence pour le dialogue entre Européens de l'Ouest, que ce soient le traité de Barcelone signé avec l'Espagne le 19 janvier, la célébration du 60^e anniversaire du traité de l'Élysée avec l'Allemagne le 22 janvier, ou encore le sommet franco-britannique du 10 mars.

Schéma vieux de vingt ans

La diplomatie française serait-elle en retard d'une guerre? On peut se poser la question, tant les préjugés des dirigeants français à l'égard de l'Europe de l'Est ont la vie dure. On se souvient du «ils ont manqué une bonne occasion de se tater» du président Chirac, commentant, en février 2003, le soutien apporté à l'invasion de l'Irak par des pays d'Europe centrale et orientale alors candidats à l'entrée dans l'UE. En septembre 2022, le président Macron faisait écho à son prédécesseur en dénonçant les «va-t-en-guerre» qui feraient courir à l'Europe le risque d'une extension du conflit ukrainien.

De nombreux Français semblent en effet ne pas avoir dépassé le schéma d'il y a

vingt ans, dans lequel les Européens de l'Est sont des «atlantistes» ou des «néo-conservateurs», dont la France, ce «vieux pays», devrait se tenir éloignée, au nom de la défense d'une Europe indépendante et œuvrant pour la paix.

Seulement voilà, aujourd'hui, ce ne sont pas les États-Unis, mais bien la Russie qui a envahi un État sans raison légitime, au mépris de la Charte des Nations unies. Et les Européens de l'Est n'en sont plus à suivre Washington, mais jouent bel et bien un rôle d'avant-garde dans un conflit qu'ils ont vu venir avant tout le monde.

La France, qui a toujours porté à bout de bras son ambition d'une défense européenne forte, risque ainsi de passer à côté de son rôle historique. Car aujourd'hui, plus que jamais, il est impensable d'échafauder des projets de coopération européenne en matière de défense sans associer étroitement les pays du «flanc est».

La Pologne est en train de constituer la plus grande armée de terre d'Europe; ses commandes de 366 chars de combat américains Abrams et de 1 000 chars

sud-coréens K2 sont à mettre en regard des 220 chars Leclerc dont dispose la France. Et politiquement, le jour où l'Ukraine sera membre de l'UE, elle formera avec la Pologne, son partenaire le plus proche au sein de l'Union, un bloc aussi peuplé que l'Allemagne. Si l'on additionne les investissements massifs des

Polonais et l'expérience du combat unique dont jouiront les Ukrainiens, il est clair que c'est là que se jouera l'avenir de la défense européenne.

Point d'équilibre

La France doit opérer aujourd'hui une révolution copernicienne. Si le couple franco-allemand reste un bon moteur pour l'Europe dans le domaine économique, l'avenir de la défense européenne passe par le couple franco-polonais.

Non que Français et Polonais soient d'accord sur tout, bien au contraire. Mais, de la même façon, c'est précisément le fait que Paris et Berlin soient a priori rarement alignés qui a fait l'efficacité du couple franco-allemand: quand les deux pays parviennent à trouver un compromis, celui-ci a de fortes chances de correspondre à un point d'équilibre européen, susceptible d'entraîner tous les autres.

Ainsi, un compromis franco-polonais sur l'avenir de la défense européenne intégrerait aussi bien l'attachement polonais au partenariat transatlantique que l'ambition française d'autonomie

stratégique européenne; la crédibilité de Varsovie dans l'appréciation de la menace russe que celle de Paris dans l'attention aux défis de sécurité mondiaux, en Afrique et en Indo-Pacifique. La plupart des Européens se retrouveraient dans ce compromis, à commencer par les Allemands, souvent tiraillés entre ces deux visions.

Projets communs

Dans un premier temps, Français et Polonais pourraient réfléchir ensemble à la mise en place d'un véritable budget de défense de l'UE, finançant à la fois l'armement de l'Ukraine et des États membres actuels. Ce budget répondrait à la priorité des pays du flanc est de constituer un rempart militaire face à la Russie, mais aussi à l'objectif français de faire émerger une véritable base industrielle de défense européenne.

Dans un second temps, Paris pourrait faire un pas vers Varsovie en soutenant une adhésion rapide de l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN. De son côté, Varsovie ferait un pas vers Paris en acceptant la formalisation d'un pilier européen au sein de l'OTAN, capable d'autonomie en prévision du moment attendu où les États-Unis seront contraints de réorienter leur attention et leurs efforts vers l'Asie de l'Est et la menace chinoise sur Taiwan.

Ce dialogue ne sera pas dénué d'obstacles. Les Français hésiteront à se rapprocher d'une Pologne régulièrement pointée du doigt pour ses violations de l'état de droit; les Polonais auront parfois du mal à dépasser leur image d'une France condescendante à leur égard. Mais, comme dans le couple franco-allemand, c'est par les projets communs que se construira la confiance.

Le 3 février 2020, le président Macron, alors en visite à Varsovie, déclarait: «Je serai heureux le jour où les Polonaises et les Polonais se diront: "Le jour où je suis attaqué, je sais que l'Europe me protège", parce que là, le sentiment européen sera indestructible.» Voilà l'Europe de demain qu'il nous reste à bâtir. ■

Source : Pierre HAROCHE, « L'avenir de la défense européenne passe par le couple franco-polonais », Tribune, *Le Monde*, 17-03-2023, p.24.

Les commentaires sur une Pologne, la première à avoir été lucide sur l'Impérialisme russe, prenant un leadership en Europe sur les questions stratégiques, deviennent de plus en plus persistants.

Varsovie s'est en effet toujours opposée au rapprochement de l'Union européenne avec la Russie, dénonçant le caractère agressif du régime de Vladimir Poutine. Elle a critiqué la dépendance de l'Allemagne au gaz russe. Elle s'est toujours montrée le partisan le plus déterminé à l'approfondissement des relations entre l'Union européenne et les États-Unis, et au fait que l'OTAN reste le seul acteur de la sécurité européenne. La guerre lancée par la Russie contre l'Ukraine valide à ses yeux, et à ceux de nombreux observateurs, ses analyses.

Depuis le déclenchement de la guerre, la Pologne est à la pointe du combat pour que les Occidentaux fournissent à l'Ukraine le maximum d'aide militaire. C'est par ses interventions que les hésitations à donner des chars de combat à Kiev ont été abandonnées. Elle a elle-même accueilli 1,5 millions de réfugiés ukrainiens sur son territoire.

Dans le contexte de la guerre, le gouvernement polonais a également annoncé sa volonté d'augmenter les effectifs de son armée pour parvenir à 300 000 hommes et de consacrer 4 % de son PIB à la défense, bien au-delà de l'objectif des 2 % décidé par l'OTAN. La Pologne vient de signer un contrat pharaonique avec la Corée du Sud, prévoyant la livraison de mille chars d'assaut, de 48 avions de chasse et de multiples autres fournitures pour un montant de 14 milliards de dollars. Elle a également commandé depuis le déclenchement de la guerre 366 chars Abrams aux États-Unis qui viendront s'ajouter au 32 F35 et aux 96 hélicoptères Apache déjà commandés. Les hélicoptères achetés aux États-Unis l'ont été après l'annulation d'une commande d'hélicoptères français. La Pologne devrait enfin passer une nouvelle commande pour un montant de 10 milliards de lance-roquettes et de plusieurs matériels militaires aux États-Unis.

Tout ceci doit-il faire de la Pologne un pays leader sur les questions stratégiques en Europe ? On peut en douter. Tout d'abord, on constate qu'elle achète quasi systématiquement en-dehors de l'Europe ses équipements militaires. Le parti au pouvoir entretient des relations détestables avec l'Allemagne, n'hésitant pas à rallumer des questions mémorielles. Son accueil des réfugiés ukrainiens doit rappeler son intransigeance à l'égard de tous les autres réfugiés non européens ce qui, au moment où on déplore un élargissement du fossé *The West versus the rest*, est plus que problématique. Son activisme pour faire rentrer l'Ukraine dans l'Union européenne ne doit pas occulter les difficultés que la Pologne a elle-même avec la Commission du fait d'une violation répétée des principes européens. Aura-t-elle par ailleurs les moyens d'entretenir l'immense parc militaire dont elle est en train de se doter ? A-t-elle été presciente sur la Russie ou n'a-t-elle pas au contraire contribué par son hostilité viscérale à couper la Russie de l'Europe ? Peut-on faire confiance à un pays dont le Premier ministre propose de démembrer la Russie et dont l'ambassadeur en France propose de s'engager plus directement si l'Ukraine ne parvient pas à restaurer sa souveraineté ? La haine de la Russie, la soumission vis à vis des États-Unis, l'absence de solidarité européenne et le rejet de ses valeurs ne peuvent faire de la Pologne un champion européen.

Pour les relations de l'Union européenne avec le reste du monde, la Pologne est plus un problème qu'une solution. La présenter comme un champion stratégique de l'UE est simplement contraire aux intérêts de l'Europe.

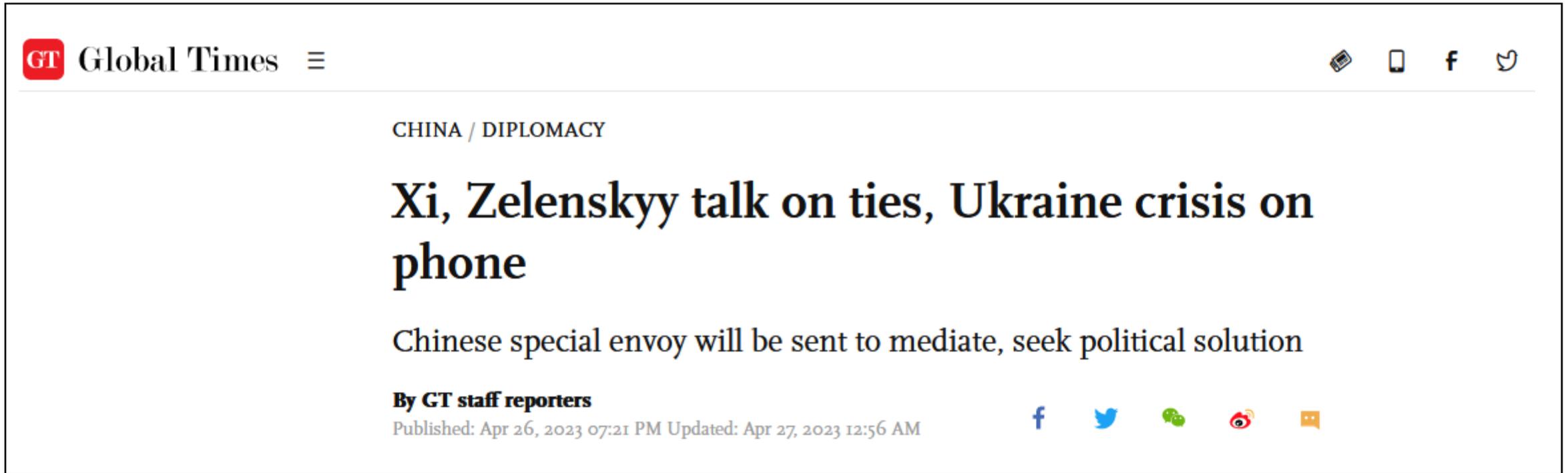
Source : Pascal BONIFACE, « Pologne : un leadership stratégique européen serait usurpé », *IRIS*, <https://www.iris-france.org/174734-pologne-un-leadership-strategique-europeen-serait-usurpe/>, 28-03-2023.



Source : PLANTU, « OTAN : La Finlande, qui partage 1 300 km de frontière avec la Russie devient officiellement le 31e membre de l'OTAN », <https://twitter.com/plantu/status/1643281791455752193/photo/1>, Plantu officiel, @plantu, 04-04-2023.







GT Global Times ☰

CHINA / DIPLOMACY

Xi, Zelenskyy talk on ties, Ukraine crisis on phone

Chinese special envoy will be sent to mediate, seek political solution

By GT staff reporters

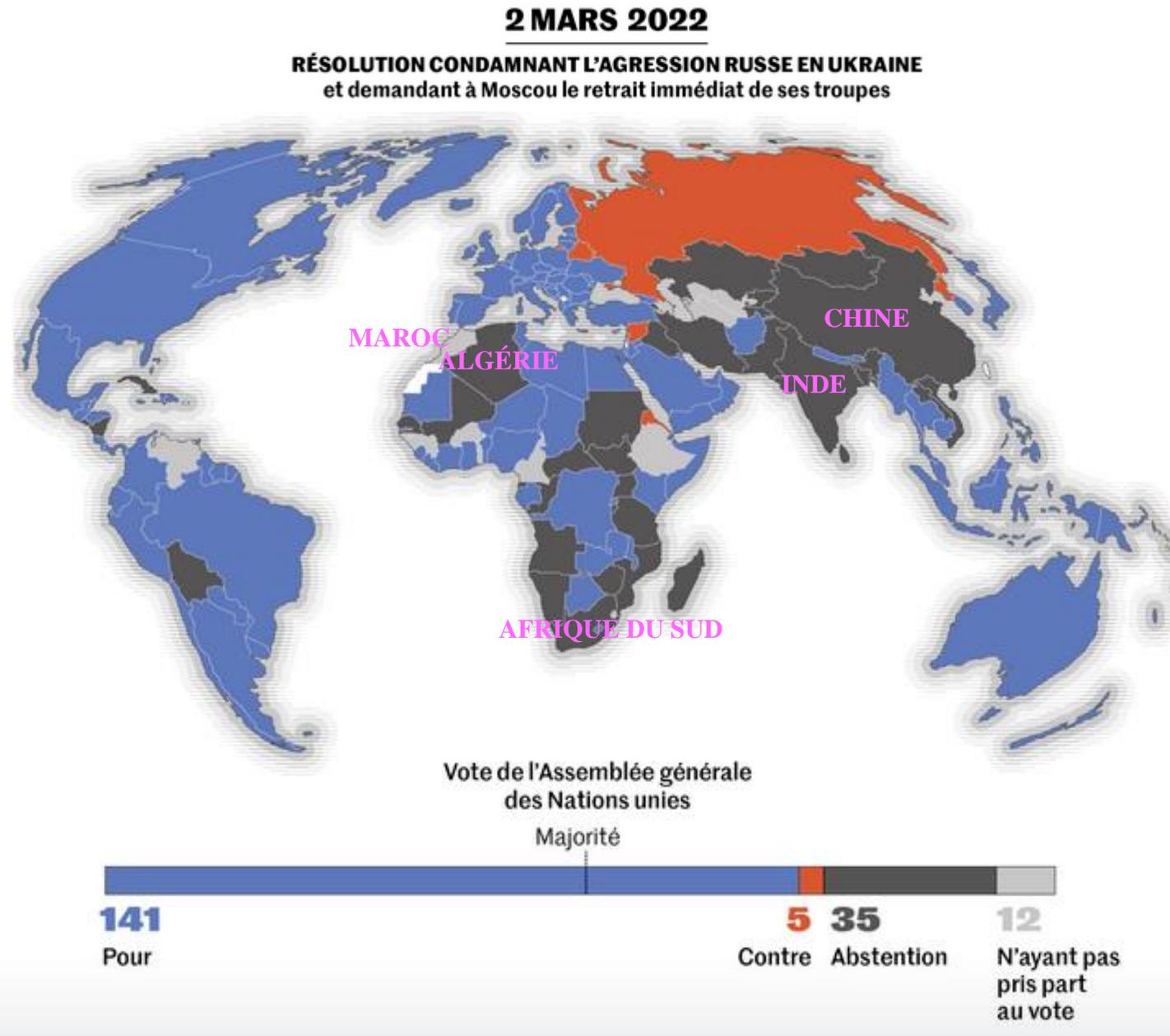
Published: Apr 26, 2023 07:21 PM Updated: Apr 27, 2023 12:56 AM

f t 微信 微博 评论

Source: Global Times, <https://www.globaltimes.cn/page/202304/1289838.shtml>, 26-04-2023.

Document KK :

Vote de l'A.G. (par pays) de l'ONU sur la résolution condamnant l'invasion russe de l'Ukraine, NY, 02 mars 2022 : « exige de nouveau que la Fédération de Russie retire immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires du territoire ukrainien à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du pays, et appelle à une cessation des hostilités ».

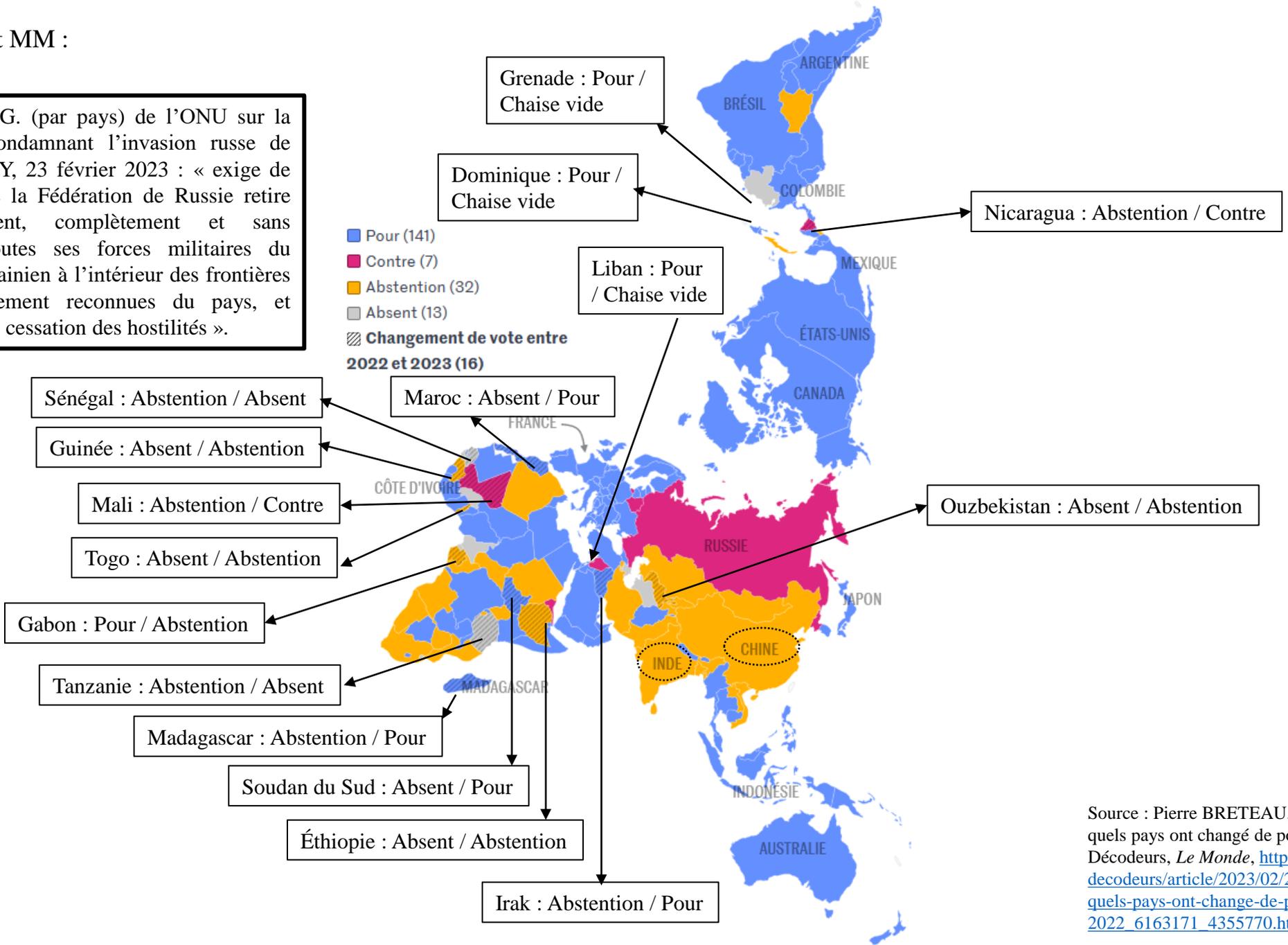




Source : « Vote de la résolution de l'ONU sur l'Ukraine : une abstention des pays africains remarquable », TV5 Monde, <https://information.tv5monde.com/international/vote-de-la-resolution-de-lonu-sur-lukraine-une-abstention-des-pays-africains>, 03-03-2022, mis à jour 03-05-2022.

Document MM :

Vote de l'A.G. (par pays) de l'ONU sur la résolution condamnant l'invasion russe de l'Ukraine, NY, 23 février 2023 : « exige de nouveau que la Fédération de Russie retire immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires du territoire ukrainien à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du pays, et appelle à une cessation des hostilités ».



Source : Pierre BRETEAU, « Résolution sur la Russie à l'ONU : quels pays ont changé de position depuis mars 2022 ? », Les Décodeurs, *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/02/24/resolution-sur-la-russie-a-l-onu-quels-pays-ont-change-de-position-depuis-mars-2022_6163171_4355770.html, 24-03-2023.

Voting Ended		2/23/2023		3:39:12 PM	
Item 5 - draft resolution A/ES-11/L.7					
Principles of the Charter of the United Nations underlying a comprehensive, just and					
<input checked="" type="checkbox"/> AFGHANISTAN	<input checked="" type="checkbox"/> CAMEROON	<input checked="" type="checkbox"/> FINLAND	<input checked="" type="checkbox"/> KUWAIT	<input checked="" type="checkbox"/> NEPAL	<input checked="" type="checkbox"/> SAUDI ARABIA
<input checked="" type="checkbox"/> ALBANIA	<input checked="" type="checkbox"/> CANADA	<input checked="" type="checkbox"/> FRANCE	<input checked="" type="checkbox"/> KYRGYZSTAN	<input checked="" type="checkbox"/> NETHERLANDS	<input checked="" type="checkbox"/> SENEGAL
<input checked="" type="checkbox"/> ALGERIA	<input checked="" type="checkbox"/> CENTRAL AF...	<input checked="" type="checkbox"/> GABON	<input checked="" type="checkbox"/> LAO PDR	<input checked="" type="checkbox"/> NEW ZEALAND	<input checked="" type="checkbox"/> SERBIA
<input checked="" type="checkbox"/> ANDORRA	<input checked="" type="checkbox"/> CHAD	<input checked="" type="checkbox"/> GAMBIA	<input checked="" type="checkbox"/> LATVIA	<input checked="" type="checkbox"/> NICARAGUA	<input checked="" type="checkbox"/> SEYCHELLES
<input checked="" type="checkbox"/> ANGOLA	<input checked="" type="checkbox"/> CHILE	<input checked="" type="checkbox"/> GEORGIA	<input checked="" type="checkbox"/> LEBANON	<input checked="" type="checkbox"/> NIGER	<input checked="" type="checkbox"/> SIERRA LEONE
<input checked="" type="checkbox"/> ANTIGUA-BA...	<input checked="" type="checkbox"/> CHINA	<input checked="" type="checkbox"/> GERMANY	<input checked="" type="checkbox"/> LESOTHO	<input checked="" type="checkbox"/> NIGERIA	<input checked="" type="checkbox"/> SINGAPORE
<input checked="" type="checkbox"/> ARGENTINA	<input checked="" type="checkbox"/> COLOMBIA	<input checked="" type="checkbox"/> GHANA	<input checked="" type="checkbox"/> LIBERIA	<input checked="" type="checkbox"/> NORTH MAC...	<input checked="" type="checkbox"/> SLOVAKIA
<input checked="" type="checkbox"/> ARMENIA	<input checked="" type="checkbox"/> COMOROS	<input checked="" type="checkbox"/> GREECE	<input checked="" type="checkbox"/> LIBYA	<input checked="" type="checkbox"/> NORWAY	<input checked="" type="checkbox"/> SLOVENIA
<input checked="" type="checkbox"/> AUSTRALIA	<input checked="" type="checkbox"/> CONGO	<input checked="" type="checkbox"/> GRENADA	<input checked="" type="checkbox"/> LIECHTENSTEIN	<input checked="" type="checkbox"/> OMAN	<input checked="" type="checkbox"/> SOLOMON IS...
<input checked="" type="checkbox"/> AUSTRIA	<input checked="" type="checkbox"/> COSTA RICA	<input checked="" type="checkbox"/> GUATEMALA	<input checked="" type="checkbox"/> LITHUANIA	<input checked="" type="checkbox"/> PAKISTAN	<input checked="" type="checkbox"/> SOMALIA
<input checked="" type="checkbox"/> AZERBAIJAN	<input checked="" type="checkbox"/> COTE D'IVOIRE	<input checked="" type="checkbox"/> GUINEA	<input checked="" type="checkbox"/> LUXEMBOURG	<input checked="" type="checkbox"/> PALAU	<input checked="" type="checkbox"/> SOUTH AFRICA
<input checked="" type="checkbox"/> BAHAMAS	<input checked="" type="checkbox"/> CROATIA	<input checked="" type="checkbox"/> GUINEA-BISS...	<input checked="" type="checkbox"/> MADAGASCAR	<input checked="" type="checkbox"/> PANAMA	<input checked="" type="checkbox"/> SOUTH SUDAN
<input checked="" type="checkbox"/> BAHRAIN	<input checked="" type="checkbox"/> CUBA	<input checked="" type="checkbox"/> GUYANA	<input checked="" type="checkbox"/> MALAWI	<input checked="" type="checkbox"/> PAPUA NEW ...	<input checked="" type="checkbox"/> SPAIN
<input checked="" type="checkbox"/> BANGLADESH	<input checked="" type="checkbox"/> CYPRUS	<input checked="" type="checkbox"/> HAITI	<input checked="" type="checkbox"/> MALAYSIA	<input checked="" type="checkbox"/> PARAGUAY	<input checked="" type="checkbox"/> SRI LANKA
<input checked="" type="checkbox"/> BARBADOS	<input checked="" type="checkbox"/> CZECHIA	<input checked="" type="checkbox"/> HONDURAS	<input checked="" type="checkbox"/> MALDIVES	<input checked="" type="checkbox"/> PERU	<input checked="" type="checkbox"/> SUDAN
<input checked="" type="checkbox"/> BELARUS	<input checked="" type="checkbox"/> DEM PR OF K...	<input checked="" type="checkbox"/> HUNGARY	<input checked="" type="checkbox"/> MALI	<input checked="" type="checkbox"/> PHILIPPINES	<input checked="" type="checkbox"/> SURINAME
<input checked="" type="checkbox"/> BELGIUM	<input checked="" type="checkbox"/> DEM REP OF ...	<input checked="" type="checkbox"/> ICELAND	<input checked="" type="checkbox"/> MALTA	<input checked="" type="checkbox"/> POLAND	<input checked="" type="checkbox"/> SWEDEN
<input checked="" type="checkbox"/> BELIZE	<input checked="" type="checkbox"/> DENMARK	<input checked="" type="checkbox"/> INDIA	<input checked="" type="checkbox"/> MARSHALL IS...	<input checked="" type="checkbox"/> PORTUGAL	<input checked="" type="checkbox"/> SWITZERLAND
<input checked="" type="checkbox"/> BENIN	<input checked="" type="checkbox"/> DJIBOUTI	<input checked="" type="checkbox"/> INDONESIA	<input checked="" type="checkbox"/> MAURITANIA	<input checked="" type="checkbox"/> QATAR	<input checked="" type="checkbox"/> SYRIAN ARA...
<input checked="" type="checkbox"/> BHUTAN	<input checked="" type="checkbox"/> DOMINICA	<input checked="" type="checkbox"/> IRAN (ISLAMI...	<input checked="" type="checkbox"/> MAURITIUS	<input checked="" type="checkbox"/> REP OF KOREA	<input checked="" type="checkbox"/> TAJIKISTAN
<input checked="" type="checkbox"/> BOLIVIA	<input checked="" type="checkbox"/> DOMINICAN ...	<input checked="" type="checkbox"/> IRAQ	<input checked="" type="checkbox"/> MEXICO	<input checked="" type="checkbox"/> REP OF MOL...	<input checked="" type="checkbox"/> THAILAND
<input checked="" type="checkbox"/> BOSNIA-HER...	<input checked="" type="checkbox"/> ECUADOR	<input checked="" type="checkbox"/> IRELAND	<input checked="" type="checkbox"/> MICRONESIA...	<input checked="" type="checkbox"/> ROMANIA	<input checked="" type="checkbox"/> TIMOR-LESTE
<input checked="" type="checkbox"/> BOTSWANA	<input checked="" type="checkbox"/> EGYPT	<input checked="" type="checkbox"/> ISRAEL	<input checked="" type="checkbox"/> MONACO	<input checked="" type="checkbox"/> RUSSIAN FED...	<input checked="" type="checkbox"/> TOGO
<input checked="" type="checkbox"/> BRAZIL	<input checked="" type="checkbox"/> EL SALVADOR	<input checked="" type="checkbox"/> ITALY	<input checked="" type="checkbox"/> MONGOLIA	<input checked="" type="checkbox"/> RWANDA	<input checked="" type="checkbox"/> TONGA
<input checked="" type="checkbox"/> BRUNEI DAR...	<input checked="" type="checkbox"/> EQUATORIAL...	<input checked="" type="checkbox"/> JAMAICA	<input checked="" type="checkbox"/> MONTENEGRO	<input checked="" type="checkbox"/> SAINT KITTS-...	<input checked="" type="checkbox"/> TRINIDAD-TO...
<input checked="" type="checkbox"/> BULGARIA	<input checked="" type="checkbox"/> ERITREA	<input checked="" type="checkbox"/> JAPAN	<input checked="" type="checkbox"/> MOROCCO	<input checked="" type="checkbox"/> SAINT LUCIA	<input checked="" type="checkbox"/> TUNISIA
<input checked="" type="checkbox"/> BURKINA FASO	<input checked="" type="checkbox"/> ESTONIA	<input checked="" type="checkbox"/> JORDAN	<input checked="" type="checkbox"/> MOZAMBIQUE	<input checked="" type="checkbox"/> SAINT VINCE...	<input checked="" type="checkbox"/> TURKMENIST...
<input checked="" type="checkbox"/> BURUNDI	<input checked="" type="checkbox"/> ESWATINI	<input checked="" type="checkbox"/> KAZAKHSTAN	<input checked="" type="checkbox"/> MYANMAR	<input checked="" type="checkbox"/> SAMOA	<input checked="" type="checkbox"/> TUVALU
<input checked="" type="checkbox"/> CABO VERDE	<input checked="" type="checkbox"/> ETHIOPIA	<input checked="" type="checkbox"/> KENYA	<input checked="" type="checkbox"/> NAMIBIA	<input checked="" type="checkbox"/> SAN MARINO	<input checked="" type="checkbox"/> TÜRKIYE
<input checked="" type="checkbox"/> CAMBODIA	<input checked="" type="checkbox"/> FIJI	<input checked="" type="checkbox"/> KIRIBATI	<input checked="" type="checkbox"/> NAURU	<input checked="" type="checkbox"/> SAO TOME-P...	<input checked="" type="checkbox"/> UGANDA
<input checked="" type="checkbox"/> IN FAVOUR: 141	<input checked="" type="checkbox"/> AGAINST: 7	<input checked="" type="checkbox"/> ABSTENTION: 32			

SUD GLOBAL

Désignant les pays autrefois dits « du tiers-monde », la notion regroupe les Etats du sud de la planète qui appellent à une coopération Sud-Sud et se revendiquent non alignés

HISTOIRE D'UNE NOTION

Même si elle se réfère à l'un des quatre points cardinaux, la notion de Sud global n'est pas exclusivement géographique ou économique. La guerre en Ukraine a montré le rôle croissant dans l'arène internationale de cet ensemble de pays en voie de développement et émergents d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Une quarantaine d'entre eux, à commencer par la Chine ou l'Inde, se sont abstenus lors des votes à l'ONU condamnant l'agression russe puis les annexions de quatre régions. D'autres, plus nombreux, ont voté pour ces résolutions. Mais ils se refusent à prendre parti dans une guerre dont les plus pauvres d'entre eux sont les victimes collatérales à cause de l'explosion des coûts de l'énergie ou des céréales. Le terme, longtemps cantonné au monde militant et à celui des chercheurs, est désormais repris, y compris par les think tanks occidentaux les plus prestigieux.

« Je préfère le mot "Sud", tout court, sans ce "global", qui se réfère implicitement à la mondialisation de l'économie, car il s'agit d'une notion qui est essentiellement politique et qui le devient de plus en plus, même s'il y a à première vue peu de points communs au sein de cet ensemble entre de grands émergents, comme le Brésil ou l'Inde, et, par exemple, la République centrafricaine », relève Bertrand Badie, professeur émérite à Sciences Po Paris, auteur de *Quand le Sud réinvente le monde* (La Découverte, 2018). Avant le Sud, il y eut le tiers-monde, concept inventé par l'économiste et démographe Alfred Sauvy dans un article pour *L'Observateur* du 14 août 1952, titré « Trois mondes, une planète ». « Ce Tiers Monde ignoré, exploité, méprisé comme le Tiers Etat, veut, lui aussi, être quelque chose », concluait-il avec lyrisme. Forte de la référence à la Révolution française, l'expression fut aussitôt reprise. Le tiers-monde est hétérogène, le tiers état l'était aussi. Les nouveaux Etats asiatiques et africains nés des indépendances

LE SUD GLOBAL, CE SONT LES DOMINÉS QUI S'OPPOSENT AUX DOMINANTS ET À UN NORD GLOBAL, NOTION QUI REMPLACE CELLE D'OCCIDENT

refusent la logique des blocs, et le mouvement des non-alignés, lancé à la conférence de Bandung, en 1955, devient leur drapeau.

Alors que se dessine au mitan des années 1980 la fin de la guerre froide, la notion de tiers-monde vacille. La mondialisation devient peu à peu une réalité. Le terme « Sud » est repris dans le titre du rapport de l'ONU sur le développement inégal rendu en 1980 par la commission présidée par l'ancien chancelier allemand Willy Brandt. Une carte montre même la ligne censée séparer le Nord riche d'un Sud encore en développement. Elle court entre les Etats-Unis et le Mexique, passe au milieu de la Méditerranée, remonte vers les frontières de ce qui était encore l'URSS, puis plonge plein sud et laisse au nord l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon.

Pillage des matières premières

La première occurrence de « Global South » avec son sens actuel date de 1969, sous la plume de Carl Oglesby, une des figures du mouvement étudiant américain opposé à la guerre du Vietnam. « Des centaines d'années de domination des Etats-Unis sur le Sud global ont convergé pour produire un ordre social intolérable », écrit-il dans la revue catholique libérale *Commonweal Magazine*. L'expression commence à se diffuser à la fin des années 1990, d'abord par le mouvement altermondialiste, puis par les chercheurs en études décoloniales. Le Sud global, c'est l'ensemble des pays touchés par les effets néfastes de la mondialisation qui subissent le pillage de leurs matières premières et les politiques néocoloniales. Le Sud global, ce sont les dominés qui s'opposent aux dominants et à un Nord global, notion qui remplace de plus en

plus celle d'Occident. Il se revendique comme l'expression de la production de savoir par les subjectivités subalternes du monde globalisé et en appelle à la coopération Sud-Sud.

La notion reste contestée. « *Le Sud global intègre aussi bien des pays africains très pauvres que les grands émergents asiatiques. Cette hétérogénéité économique, politique, diplomatique rend le concept peu pertinent* », explique Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique. Le terme continue néanmoins d'être repris. « *C'est une étiquette que ces pays du Sud revendiquent pour eux-mêmes* », souligne Michel Duclos, conseiller spécial à l'Institut Montaigne.

Les références aux non-alignés sont d'autant plus explicites que nombre de pays de ce Sud global – dont la Chine, l'Inde et l'Indonésie – avaient joué un rôle-clé dans ce mouvement. La donne est néanmoins très différente. « *A l'époque, le Sud craignait d'être écrasé par la bipolarité Est-Ouest. Ces pays se sentent aujourd'hui plus forts. S'ils ne pensent pas tous la même chose et ont parfois des intérêts opposés, ils ont en commun une diplomatie fluide, passant des accords ponctuels avec telle ou telle capitale en fonction d'objectifs précis* », décrypte Bertrand Badie. Ainsi l'Arabie saoudite qui, en pleine guerre d'Ukraine, passe un accord pétrolier avec la Russie pour maintenir au plus haut le cours du brut malgré les pressions de Washington. Ou la Turquie d'Erdogan, membre de l'OTAN, qui garde un canal de discussion avec Moscou et n'applique pas les sanctions. L'heure est aujourd'hui davantage, pour le Sud, au « multi-alignement », concept revendiqué par l'Inde et qui connaît déjà un certain succès. ■

MARC SEMO



Manifestation, Bangui, Centrafrique, 05-03-2022, CAROL VALADE / AFP.

TRIBUNE

Alain Lipietz

Ancien vice-président de
l'Assemblée parlementaire euro-
latino-américaine

« Camarade président Lula, laisseras-tu dans l'histoire le souvenir d'un dirigeant qui dit stop à Vladimir Poutine ? »

Dans une tribune au « Monde » en forme de lettre ouverte, l'économiste et ancien député européen écologiste Alain Lipietz interpelle le président du Brésil sur sa position face à la guerre en Ukraine et l'invite à ne pas se tromper de combat.

Source : Alain LIPIETZ*, Tribune, *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/05/02/camarade-president-lula-laisseras-tu-dans-l-histoire-le-souvenir-d-un-dirigeant-qui-dit-stop-a-vladimir-poutine_6171736_3232.html, 02-05-2023.

*Économiste, ancien vice-président de l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine, ancien député européen (Europe Écologie-Les Verts).

L'une des leçons qui se dégagent de l'état actuel du conflit est que la Russie doit être défaite, pour préserver l'avenir de la sécurité en Europe, mais aussi pour adresser au "reste du monde" le message que l'Occident est toujours capable de se défendre. Il est également important pour les Occidentaux de contribuer à rétablir la crédibilité de la prohibition du recours à la force, ne serait-ce qu'en se comportant eux-mêmes de manière exemplaire. Il leur appartient aussi de tenter de rétablir la confiance entre le Nord et le Sud, sans doute en faisant de nouveaux efforts en matière de gouvernance du développement et du changement climatique. Sur ce dernier point, les Européens ont sans doute un rôle majeur à jouer. L'un des défis de la reconstruction d'un ordre international sera, pour les Occidentaux, de trouver des compromis avec les "puissances moyennes désinhibées".

En bref, la guerre en Ukraine n'aura pas été une guerre perdue si la "communauté internationale" en tire les leçons appropriées : il ne doit plus y avoir place pour le recours à la force unilatérale, en fait pour le "crime d'agression" ; et seule une solidarité Nord-Sud peut permettre de préserver les biens communs de l'humanité, au nombre desquelles la paix.

Thomas Gomart La France et l'UE risquent de davantage subir la reconfiguration géopolitique globale que de l'orienter

Avec la loi de programmation militaire, Emmanuel Macron affirme sa volonté de réarmer le pays. Mais le directeur de l'Institut français des relations internationales explique que le retard pris par les Européens est trop important par rapport aux autres puissances

Les réactions suscitées par les déplacements d'Emmanuel Macron en Chine et aux Pays-Bas ne sont guère surprenantes. Elles semblent même souhaitées par le président de la République, qui se plaît à provoquer un tel émoi médiatique. Ces deux visites d'Etat visaient autant les milieux diplomatiques que l'opinion française. Emmanuel Macron a relié directement les enjeux internes et externes par la « *souveraineté européenne* », appelée à devenir la marque de son double mandat. A Pékin, il l'a présentée comme « *jumelle* » de « *l'indépendance française* ». A La Haye, il a déclaré : « *J'ai décidé de placer ce terme au centre de mon projet politique.* » Dont acte. Mais, qu'en pensent les intéressés ?

En ce qui concerne nos partenaires européens, ils savent parfaitement que Paris aime jouer son rôle de trublion occidental. Tout cela finit par passer, se disent-ils. En revanche, ils répugnent à lui accorder un « *régime spécial* » en raison de son statut militaire. Même s'ils ont pris conscience de la versatilité américaine lors de la présidence Trump, la quasi-totalité des Européens ne peut concevoir sa défense que dans le cadre de l'OTAN. La dissuasion nucléaire singulière de la France sur ce plan.

Pour la Chine, la souveraineté européenne doit être encouragée à partir du moment où elle distend les relations transatlantiques. Pour la Russie, elle n'a plus de sens dans la mesure où le Kremlin se considère en guerre contre « *l'Occident collectif* ». Au sein du « *Sud global* », il existe des attentes à l'égard d'une Europe qui permettrait d'échapper aux pièges de la rivalité sino-américaine, et de développer des logiques partenariales s'affranchissant de toute conditionnalité politique.

Quant aux Etats-Unis, le niveau du soutien militaire apporté à l'Ukraine montre aux Européens le chemin qu'ils doivent encore parcourir pour parvenir, un jour, à être en mesure d'assurer la sécurité de leur voisinage.

Pour les Français, force est de constater que l'argument selon lequel la réforme des retraites contribue à la crédibilité de leur pays à l'égard de ses partenaires ne convainc pas. Une partie de l'opinion peine à voir que le déclasserement de la France est moins diplomatique qu'économique : depuis 1975, le pays est passé du 5^e au 26^e rang mondial pour le produit intérieur brut (PIB) par habitant, comme le rappelle Jacques de Larosière. A cela s'ajoute une dette publique qui représente 112 % du PIB.

Une majorité de Français n'entend pas remettre en cause leur généreux système redistributif. Elle entend encore moins faire des efforts justifiés par la guerre d'Ukraine, et plus largement par le recul de l'Europe dans la compétition des puissances. Or Emmanuel Macron a associé aussi la « *souveraineté européenne* » à « *l'économie de guerre* » dans ses différentes interventions aux Pays-Bas. Seul le niveau de la dette – environ 3000 milliards d'euros – correspond à cette situation, à ceci près qu'il a été atteint pour financer des dépenses courantes. Ce qui affaiblit évidemment la position de la France.

Dans ce cadre, comment convaincre de sa détermination à construire une réelle autonomie

stratégique européenne ? Est-ce une chimère présidentielle ou un projet susceptible de mobiliser les forces vives ? Une partie de la réponse se trouve dans la loi de programmation militaire (LPM) (2024-2030), à condition de ne pas en faire un simple sujet législatif parmi d'autres. Nécessaire mais pas suffisant, ce texte devrait susciter beaucoup plus de débats au regard, d'une part, de la dégradation de l'environnement stratégique et, de l'autre, des sommes en jeu : 413 milliards d'euros (dont 13 milliards de recettes extrabudgétaires). Pour mémoire, l'actuelle LPM (2019-2025) mobilise 295 milliards d'euros.

Désarmement structurel

C'est en relançant la dépense militaire, dès 2017, qu'Emmanuel Macron s'est distingué de ses quatre prédécesseurs. Comme dans le domaine de l'énergie, l'ensemble des forces politiques porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle de nos armées, et le degré d'impréparation du pays.

Ces dernières disposaient d'un modèle dit « *complet* », qui est devenu échantillonnaire au fil des diminutions d'effectifs et de stocks, et devrait le rester si un minimum d'endurance opérationnelle n'est pas exigé. Il reposait principalement sur la dissua-

sion nucléaire et des capacités d'opérations extérieures.

La phase ouverte par la guerre d'Ukraine rappelle l'importance du nucléaire, tout en soulignant les besoins en moyens conventionnels indispensables à un engagement majeur, ainsi que l'importance cruciale des forces morales, du spatial, du cyber et de l'intelligence artificielle. C'est un changement de paradigme majeur, qui ne saurait enfermer la réflexion stratégique à l'horizon 2030. D'ici là, la France et l'UE risquent de davantage subir la reconfiguration géopolitique globale que de l'orienter. Et il n'est pas dit que les interventions militaires soient définitivement sorties de l'horizon.

Si la France est en avance au sein de l'UE en matière de réarmement, cette dernière est en retard par rapport aux autres acteurs stratégiques. Les Européens ont commencé à désarmer au début des années 1970 et ont continué à le faire après le 11 septembre 2001, date à laquelle des pays comme les Etats-Unis, la Chine, la Russie, la Turquie ou l'Inde ont relancé leurs dépenses militaires. Un désarmement structurel ne se rattrape jamais en période de crise aiguë.

C'est peut-être le sens de la déclaration présidentielle à *Politico* : « *S'il y a une accélération de l'embrasement du duopole, (...) nous*

n'avons pas le temps ni les moyens de financer notre autonomie stratégique et deviendrons des vasaux. » Autrement dit, d'ici à 2030, il faut accélérer la préparation en espérant, d'une part, fédérer les efforts européens et en évitant, de l'autre, de se laisser entraîner dans des conflits éloignés géographiquement. C'est sur ce dernier point qu'apparaissent des contradictions dans le discours présidentiel. La « *puissance d'équilibres* » revendiquée par l'Elysée brouille le discours sur la « *souveraineté européenne* ». Un exemple parmi d'autres : comment se prétendre une puissance responsable de l'Indo-Pacifique en laissant l'impression de se détourner de Taïwan ?

Préparer le pays militairement en invoquant la « *souveraineté européenne* » sans le préparer politiquement, c'est prendre le risque de retarder la prise de conscience des périls extérieurs par les Français. ■

Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales, est l'auteur de « *Les Ambitions inavouées* » (éd. Tallandier, 336 pages, 22,50 euros)



LE PRÉSIDENT
FRANÇAIS
A ASSOCIÉ
LA « SOUVERAINÉTÉ
EUROPÉENNE »
À L'« ÉCONOMIE
DE GUERRE »